



# Budget supplémentaire des dépenses (A) 2021-2022

Pour  
l'exercice se terminant  
le 31 mars 2022

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada,  
représentée par le président du Conseil du Trésor, 2021  
Publié par le Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada  
90 rue Elgin, Ottawa, Ontario, K1A 0R5, Canada

No de catalogue : BT31-2/1F-PDF  
ISSN : 1702-515X

Ce document est disponible sur [Canada.ca](http://Canada.ca), le site Web du gouvernement du Canada.

Ce document est disponible en médias substitués sur demande.

Nota : Pour ne pas alourdir le texte français, le masculin est utilisé  
pour désigner tant les hommes que les femmes.

Also available in English under the title: Supplementary Estimates (A), 2021–22

À moins d'indication contraire, l'information que renferme cette publication peut être reproduite, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais ou autre permission du Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada (SCT), pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que le SCT soit mentionné comme l'organisation source, et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec le SCT ou avec son consentement.

# **Budget supplémentaire des dépenses (A) 2021-2022**

Pour  
l'exercice se terminant  
le 31 mars 2022



# BUDGET DES DÉPENSES 2021-2022

---

## Budget supplémentaire des dépenses (A) 2021-2022

---

### Introduction

Le présent budget supplémentaire des dépenses est composé de six sections distinctes :

- **Faits saillants du présent budget des dépenses**, notamment l'incidence globale de ces dépenses sur le plan des dépenses du gouvernement et les crédits autorisés pour l'exercice;
- **Renseignements généraux** concernant le processus du budget des dépenses et la façon d'utiliser ce document;
- **Principaux sommaires** des crédits présentés dans le présent budget des dépenses en vue de l'approbation du Parlement ou à titre d'information, les autorisations législatives pour les dépenses liées à la COVID-19, les principaux postes et les initiatives horizontales;
- **Détails par organisation** portant sur les crédits votés demandés dans le cadre du présent budget des dépenses, ainsi que les mises à jour des prévisions législatives;
- **Annexe – Postes devant être inclus dans les annexes proposées au projet de loi de crédits**;
- **Renseignements supplémentaires** disponibles en ligne sur les crédits votés et les crédits législatifs.

### Faits saillants du présent budget des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2021-2022 présente des dépenses budgétaires supplémentaires d'un montant total de 41,2 milliards de dollars, soit des dépenses à être votées de 24,0 milliards de dollars, et une augmentation de 17,2 milliards de dollars au titre des dépenses législatives prévues. De ces montants, environ 11,2 milliards de dollars (47 %) des dépenses votées sont consacrés à la réponse du gouvernement aux répercussions sanitaires, sociales et économiques de la pandémie de COVID-19 sur la population canadienne.

Le présent budget des dépenses vise à demander l'approbation du Parlement pour de nouvelles dépenses votées d'un montant de 24,0 milliards de dollars. La majorité de ces nouvelles dépenses sont affectées aux éléments suivants :

- les interventions d'urgence face à la pandémie de COVID-19, y compris la recherche médicale, l'acquisition de vaccins, les mesures de santé publique dans les communautés autochtones, les mesures relatives aux frontières et aux voyages, le soutien aux soins de longue durée, les tests de dépistage, la recherche des contacts, la gestion des données et la mise en place d'unités mobiles de santé;
- les mesures pour lutter contre le sans-abrisme, le manque de logements abordables et l'insécurité alimentaire, qui ont tous été exacerbés par la pandémie;
- les réponses économiques à la pandémie, y compris le soutien aux secteurs et entreprises ciblés, ainsi que la promotion de la croissance économique après la pandémie;
- les accords de règlement avec les groupes autochtones, le logement et l'infrastructure dans les communautés autochtones, les services à l'enfance et à la famille et les mesures de soutien à la santé mentale et au bien-être;
- l'apprentissage et la garde des jeunes enfants.

Dans l'ensemble, les besoins de financement pour les 10 principaux organismes représentent environ 84 % des dépenses votées demandées dans le présent budget. Parmi ces 10 organismes, les 6 organismes ci-dessous demandent plus de 1 milliard de dollars, hors transferts, à l'appui de leurs priorités :

- le ministère des Services aux autochtones (5,4 milliards de dollars);
- l'Agence de la santé publique du Canada (4,4 milliards de dollars);
- le ministère de l'Emploi et du Développement social (3,4 milliards de dollars);
- la Société canadienne d'hypothèques et de logement (1,8 milliard de dollars);
- le ministère de l'Industrie (1,0 milliard de dollars);
- le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord (1,0 milliard de dollars).

Les changements aux dépenses législatives prévues, y compris les dépenses effectuées en vertu de la *Loi no 1 d'exécution du budget* de 2021 (projet de loi C-30) proposée, sont inclus dans le présent budget des dépenses afin de fournir des renseignements supplémentaires sur le montant total des dépenses estimatives des ministères. L'augmentation de 17,2 milliards de dollars des dépenses budgétaires législatives est principalement attribuable aux augmentations suivantes :

- les paiements liés au Transfert canadien en matière de santé (4,0 milliards de dollars);

- les prestations prévues par la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique* (3,9 milliards de dollars);
- les paiements aux provinces et aux territoires au titre de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants (2,6 milliards de dollars);
- les contributions liées au Fonds pour le développement des collectivités du Canada, anciennement le Fonds de la taxe sur l'essence fédéral (2,3 milliards de dollars);
- un paiement unique aux personnes de 75 ans et plus recevant la pension de la Sécurité de la vieillesse (1,7 milliard de dollars);
- les bourses canadiennes pour étudiants (1,1 milliard de dollars);
- les paiements aux provinces et aux territoires au titre du Plan de vaccination du Canada contre la COVID-19 (1,0 milliard de dollars).

Des renseignements supplémentaires sur les autorisations législatives pour les dépenses liées à la COVID-19 sont fournis à la page 1-6 et en ligne.

### Renseignements généraux

Avant de dépenser des fonds publics, le gouvernement doit obtenir l'autorisation du Parlement, soit au moyen de lois adoptées auparavant qui accordent une autorisation permanente, soit au moyen d'un projet de loi de crédits annuel déposé et adopté au Parlement. Comme pour les autres projets de loi, les projets de loi de crédits deviennent des lois une fois qu'ils ont été approuvés par la Chambre des communes et le Sénat, et qu'ils ont reçu la sanction royale.

Pour favoriser l'examen des projets de loi par le Parlement, le président du Conseil du Trésor dépose au Parlement, avant la présentation de chacun des projets de loi de crédits, un document du budget des dépenses (budget principal ou budget supplémentaire) qui fournit des renseignements et des détails sur les autorisations de dépenses demandées.

Le budget principal des dépenses fournit un aperçu des besoins en matière de dépenses pour l'exercice à venir, et le budget supplémentaire des dépenses présente de l'information sur les besoins supplémentaires en matière des dépenses qui n'étaient pas suffisamment étoffées au moment du dépôt du budget principal des dépenses ou encore qui ont été peaufinées par la suite pour prendre en compte les changements apportés à des programmes ou à des services particuliers.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2021-2022 est le premier de trois budgets supplémentaires des dépenses prévus pour l'exercice en cours.

Dans le cadre de ce budget supplémentaire des dépenses, le président du Conseil du Trésor dépose un document au Parlement qui comprend :

- un sommaire des besoins financiers supplémentaires du gouvernement;
- une comparaison du budget fédéral de 2021 et des dépenses prévues dans les budgets des dépenses 2021-2022;
- un aperçu des principales demandes de financement et des initiatives horizontales;
- les faits saillants des nouveaux besoins en matière de crédits et des changements de structure;
- les détails sur le financement par organisation;
- une annexe proposée au projet de loi de crédits devant être approuvé par le Parlement.

En plus du document déposé, les renseignements supplémentaires ci-dessous sont également accessibles en ligne :

- une liste détaillée des postes législatifs inscrits au budget des dépenses;
- une répartition détaillée des dépenses prévues par article courant de dépense, comme le personnel, les services professionnels et les paiements de transfert;
- les dépenses prévues par objet selon le cadre de rapport ministériel de l'organisation;
- les dépenses prévues liées à la réponse à la COVID-19;
- les affectations des crédits centraux du Conseil du Trésor;
- une liste des transferts entre organisations.

La terminologie qui suit est utilisée dans l'ensemble du document :

- les **dépenses réelles 2019-2020** désignent les dépenses réelles publiées dans les Comptes publics de 2020 (volume II);
- le **budget des dépenses à ce jour 2020-2021** comprend le montant total des besoins inscrits dans le budget principal des dépenses et les budgets supplémentaires des dépenses (A), (B) et (C) de l'exercice visé;
- le **budget des dépenses précédent à ce jour** désigne les montants inscrits dans le budget des dépenses précédent de l'exercice en cours, c'est-à-dire le Budget principal des dépenses 2021-2022, dans ce cas-ci;
- le **présent budget supplémentaire des dépenses** renvoie aux exigences inscrites dans le budget supplémentaire des dépenses (A);
- les **autorisations proposées** sont la somme de tous les montants inscrits dans les budgets des dépenses de l'exercice en cours;
- les **dépenses budgétaires** incluent les frais de la dette publique, les dépenses de fonctionnement et en capital, les paiements de transfert aux autres ordres de gouvernement, à des organisations ou à des particuliers, et les paiements aux sociétés d'État;
- les **dépenses non budgétaires**, ou les prêts, placements et avances, sont des dépenses qui correspondent à des modifications de la valeur des actifs financiers du gouvernement. Les montants négatifs indiquent que les recouvrements sont supérieurs aux dépenses;

- l'adjectif **votés ou votées** qualifie les crédits ou les dépenses qui doivent être autorisé(e)s par le Parlement en vertu d'un projet de loi de crédits;
- l'adjectif **législatifs ou législatives** qualifie les crédits ou les dépenses qui sont autorisé(e)s par le Parlement par l'entremise d'une loi autre qu'une loi de crédits et dont les prévisions sont présentées à titre d'information pour le Parlement.

## Sommaire du budget des dépenses

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2021-2022 présente des renseignements à l'appui des dépenses budgétaires votées de 24,0 milliards de dollars, pour un total de 165,8 milliards de dollars en 2021-2022. Il s'agit d'une augmentation de 16,9 % par rapport aux budgets des dépenses précédents à ce jour.

### Comparaison des autorisations proposées, des budgets des dépenses et des dépenses réelles

	Budget des dépenses 2021-2022				Autorisations proposées
	Dépenses réelles 2019-2020	Budget des dépenses à ce jour 2020-2021	Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	
<b>Dépenses budgétaires</b>					
Crédits votés	119 731 894 080	165 382 616 805	141 851 765 529	23 974 552 686	165 826 318 215
Postes législatifs	183 824 346 054	313 305 211 229	200 334 876 487	17 203 178 514	217 538 055 001
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>303 556 240 134</b>	<b>478 687 828 034</b>	<b>342 186 642 016</b>	<b>41 177 731 200</b>	<b>383 364 373 216</b>
<b>Dépenses non budgétaires</b>					
Crédits votés	(272 171 484)	87 203 002	180 703 001	1	180 703 002
Postes législatifs	56 981 968 690	4 632 290 118	4 265 094 037	224 400 000	4 489 494 037
<b>Total des dépenses non budgétaires</b>	<b>56 709 797 206</b>	<b>4 719 493 120</b>	<b>4 445 797 038</b>	<b>224 400 001</b>	<b>4 670 197 039</b>

### Budget des dépenses à ce jour pour 2021-2022

Le Budget principal des dépenses 2021-2022, déposé le 25 février 2021, visait à obtenir l'autorisation du Parlement pour des crédits annuels afin de dépenser 141,9 milliards de dollars en dépenses budgétaires votées et 180,7 millions de dollars en dépenses non budgétaires votées. Le Budget principal des dépenses 2021-2022 présentait également des renseignements au sujet des montants législatifs de 200,3 milliards de dollars en dépenses budgétaires et de 4,3 milliards de dollars en prêts, placements et avances.

Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2021-2022 fournit des renseignements pour appuyer des crédits budgétaires votés de 24,0 milliards de dollars. Des renseignements sont également présentés sur l'augmentation des dépenses législatives de 17,2 milliards de dollars en dépenses budgétaires et de 224,4 millions de dollars en prêts, placements et avances.

### Lois de crédit en 2021-2022

La *Loi de crédits no 1 pour 2021-2022*, qui a reçu la sanction royale le 30 mars 2021, a fourni des crédits provisoires aux organisations tributaires de crédits pour répondre à leurs besoins pendant les trois premiers mois de l'exercice.

En juin 2021, le président du Conseil du Trésor présentera un projet de loi visant à fournir les crédits restants pour le Budget principal des dépenses 2021-2022 et un autre projet de loi concernant les besoins en matière de dépenses présentés dans le présent Budget supplémentaire des dépenses (A) 2021-2022.

**Les budgets supplémentaires dans le cadre du budget des dépenses**

	<b>Budget des dépenses 2021-2022</b>				
	<b>Budget principal</b>	<b>Budget supplémentaire</b>			<b>Total</b>
		<b>A</b>	<b>B</b>	<b>C</b>	
	(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>					
Crédits votés	141 851 765 529	23 974 552 686	.....	.....	165 826 318 215
Postes législatifs	200 334 876 487	17 203 178 514	.....	.....	217 538 055 001
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>342 186 642 016</b>	<b>41 177 731 200</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>	<b>383 364 373 216</b>
<b>Dépenses non budgétaires</b>					
Crédits votés	180 703 001	1	.....	.....	180 703 002
Postes législatifs	4 265 094 037	224 400 000	.....	.....	4 489 494 037
<b>Total des dépenses non budgétaires</b>	<b>4 445 797 038</b>	<b>224 400 001</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>	<b>4 670 197 039</b>

### Dépenses législatives liées à la COVID-19

En plus des lois de crédits habituelles pour l'exercice financier, le Parlement a adopté, pendant la pandémie, plusieurs textes législatifs autorisant des dépenses connexes. Le Budget supplémentaire des dépenses (A) 2021-2022 tient compte de l'autorisation de dépenses législatives supplémentaire, y compris celle accordée par la *Loi no 1 d'exécution du budget de 2021* (projet de loi C-30) :

- 4,0 milliards de dollars de versements supplémentaires aux provinces et aux territoires au titre du Transfert canadien en matière de santé (modification de la *Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces* proposée par le projet de loi C-30);
- 3,9 milliards de dollars de dépenses supplémentaires prévues pour les trois prestations prévues par la *Loi sur les prestations canadiennes de relance économique* : la Prestation canadienne de la relance économique (+8,9 milliards de dollars), la Prestation canadienne de la relance économique pour les proches aidants (-2,9 milliards de dollars) et la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique (-2,1 milliards de dollars);
- 1,0 milliard de dollars en paiements aux provinces et aux territoires au titre du Plan de vaccination du Canada contre la COVID-19 (*Loi no 1 d'exécution du budget de 2021*);
- 44,8 millions de dollars pour un paiement unique aux personnes handicapées en vertu de la *Loi concernant des mesures supplémentaires liées à la COVID-19*.

### Principaux postes

Ci-dessous figure une liste des principales initiatives votées, qui sont incluses dans le présent budget supplémentaire des dépenses pour l'approbation du Parlement.

#### Société canadienne d'hypothèques et de logement : 1 468,9 millions de dollars

##### Fonds destinés à l'Initiative de logement rapide (budget fédéral de 2021)

Ces fonds aideront à répondre aux besoins urgents en matière de logement des Canadiens vulnérables, particulièrement dans le contexte de la COVID-19, par la construction rapide de logements abordables. Les dépenses prévues comprennent l'acquisition de terrains, la construction de logements, ainsi que la transformation et la réhabilitation d'immeubles existants en logements abordables.

#### Agence de la santé publique du Canada : 1 467,6 millions de dollars

##### Fonds destinés à la recherche médicale et au développement de vaccins (COVID-19)

Ces fonds permettront de rapidement acquérir et distribuer des vaccins contre la COVID-19 ainsi que des traitements curatifs efficaces pour les personnes atteintes de la COVID-19. Cela comprend l'achat, l'entreposage et la distribution des vaccins contre la COVID-19 dans tout le Canada, au fur et à mesure qu'ils deviennent disponibles. Ces fonds permettront également à l'Agence de prolonger son accord avec le Mécanisme COVAX et d'obtenir des options d'achat de doses de vaccins pour les Canadiens au fur et à mesure qu'elles seront disponibles.

#### Ministère des Services aux Autochtones : 1 239,9 millions de dollars

##### Fonds pour les règlements extrajudiciaires

Le gouvernement fédéral participe activement à des discussions liées à diverses contestations judiciaires. Ces fonds permettront au gouvernement de remplir rapidement ses engagements si des règlements à l'amiable sont conclus.

#### Ministère des Services aux Autochtones : 1 061,7 millions de dollars

##### Fonds destinés aux Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations, à la mise en œuvre des ordonnances du Tribunal canadien des droits de la personne et au règlement des requêtes de non-conformité

Ces fonds supplémentaires seront utilisés pour contribuer à la mise en œuvre de l'entente conclue entre le gouvernement du Canada, la Société de soutien à l'enfance et à la famille des Premières Nations du Canada et l'Assemblée des Premières Nations afin d'augmenter les fonds destinés aux enfants et aux familles des Premières Nations vivant dans les réserves et au Yukon qui ne sont pas servis par les organismes de services à l'enfance et à la famille des Premières Nations.

#### Agence de la santé publique du Canada : 1 058,6 millions de dollars

##### Fonds destinés aux mesures relatives au voyage et aux frontières, et aux centres d'isolement (COVID-19)

Ces fonds seront utilisés pour mettre en œuvre des mesures renforcées relatives aux frontières et aux voyages en ce qui concerne les restrictions de voyage liées à la COVID-19 pour les personnes arrivant par voie terrestre ou dans les quatre aéroports canadiens désignés. Ces fonds serviront également à la mise en place de sites de quarantaine désignés par le gouvernement fédéral dans tout le Canada; au renforcement du programme national de la santé aux frontières et de la santé des voyageurs, y compris le renforcement des activités de conformité et d'application de la loi, comme les vérifications à domicile; à la mise en place d'espaces d'isolement volontaire sécuritaires dans les municipalités; et à la mise en œuvre d'initiatives de surveillance améliorées pour réduire l'importation et la transmission de la COVID-19 aux points d'entrée.

**Ministère de l'Emploi et du Développement social, ministère des Services aux Autochtones et Agence de la santé publique du Canada : 915,1 millions de dollars****Fonds destinés à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants**

Fonds aux provinces et aux territoires et destinés à soutenir les programmes existants d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, ainsi qu'à attirer et à maintenir en poste les éducateurs de la petite enfance. Ces fonds permettront également d'établir un secrétariat fédéral en vue d'appuyer un système pancanadien, à offrir du soutien au Secrétariat de l'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones en place, à favoriser la participation des Autochtones à la mise au point d'un système de garde pancanadien et à améliorer la qualité et l'accessibilité des programmes de garde d'enfants autochtones.

**Ministère des Services aux Autochtones : 760,6 millions de dollars****Financement affecté au Fonds de soutien aux communautés autochtones (COVID-19) (budget fédéral de 2021)**

Ce financement sera utilisé pour mettre en place des mesures communautaires de prévention et d'intervention liées à la COVID-19, notamment des mesures de soutien aux personnes âgées et aux membres vulnérables de la communauté, des mesures visant à lutter contre l'insécurité alimentaire, une aide à l'éducation et d'autres formes de soutien aux enfants, des mesures de soutien en santé mentale et des services d'intervention d'urgence.

**Agence de la santé publique du Canada, Instituts de recherche en santé du Canada, Conseil national de recherches du Canada et ministère de l'Industrie : 713,1 millions de dollars****Fonds destinés aux contre-mesures médicales (COVID-19)**

Ces fonds seront utilisés afin d'acquérir des produits thérapeutiques nouvellement autorisés pour le traitement de la COVID-19, de financer la recherche et le développement connexes et de mettre en œuvre une stratégie de biofabrication.

**Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux : 650,9 millions de dollars****Fonds destinés à approvisionner le système de santé (COVID-19)**

Ces fonds serviront à l'achat, à l'entreposage, au déploiement, à l'exploitation et à l'entretien des unités mobiles de santé en réponse aux demandes d'aide des provinces et des territoires pendant la pandémie de COVID-19. Les unités mobiles de santé fournissent des lits d'hôpitaux supplémentaires et facilitent le transfert de patients non critiques hors des soins critiques. Ces fonds permettront également de financer d'autres achats, approvisionnements et activités de planification liés à la pandémie.

**Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord : 610,0 millions de dollars****Fonds destinés à la Convention de règlement relative aux externats indiens fédéraux (McLean)**

La convention de règlement prévoit l'indemnisation des personnes qui ont fréquenté un externat indien mis sur pied, financé, dirigé et géré par le gouvernement du Canada entre le 1er janvier 1920 et la date de sa fermeture ou de son transfert hors de responsabilité du Canada. Les fonds seront également utilisés pour couvrir les frais juridiques et administratifs ainsi que pour des projets visant à promouvoir la guérison, le mieux-être, l'éducation, la langue, la culture et la commémoration.

**Secrétariat du Conseil du Trésor : 600,0 millions de dollars****Financement destiné au report de fonds du budget de fonctionnement et du budget des dépenses en capital**

Le montant maximal des fonds non dépensés qui peut être reporté à l'exercice suivant est fondé sur un pourcentage des budgets de fonctionnement et d'immobilisations d'une organisation. Ces fonds garantiront la disponibilité de ressources suffisantes pour satisfaire aux demandes de report potentiellement plus élevées liées à la croissance continue des budgets ministériels et aux retards en termes de dépenses dus à la pandémie de COVID-19.

**Comparaison du budget fédéral de 2021 et des budgets des dépenses**

Le rapprochement présenté ci-dessous a pour but de donner des précisions sur le lien entre les chiffres indiqués dans le budget fédéral de 2021 et les budgets des dépenses 2021-2022. Ce rapprochement permet une comparaison et une étude plus efficaces de la manière dont les besoins de trésorerie figurant aux budgets des dépenses sont calculés à partir du plan budgétaire établi selon la comptabilité d'exercice.

**Comparaison du budget fédéral de 2021 et des budgets des dépenses à ce jour en 2021-2022**

	<b>2021-2022</b> (milliards de dollars)
<b>Budget des dépenses à ce jour en 2021-2022</b>	<b>383,4</b>
<b>Notamment :</b>	
En lien avec le budget fédéral de 2021	29,5
<b>Plus : Postes non compris dans les budgets des dépenses</b>	<b>100,3</b>
<b>Notamment :</b>	
Prestations d'assurance-emploi	41,2
Allocation canadienne pour enfants	27,2
Subvention salariale d'urgence du Canada	26,0
Autres crédits d'impôt et remboursements	5,9
<b>Plus : Recettes nettes</b>	<b>11,9</b>
<b>Plus : Rajustements comptables et autres</b>	<b>2,0</b>
<b>Total des dépenses du budget fédéral de 2021</b>	<b>497,6</b>

**Postes non compris dans les budgets des dépenses**

Les prévisions budgétaires englobent toute la portée du cadre financier du gouvernement, y compris les recettes, les dépenses liées aux programmes et à l'impôt, les dépenses législatives, comme les prestations d'assurance-emploi, et les dispositions pour les obligations futures, telles que les pensions de la fonction publique. La portée des budgets des dépenses est plus limitée que celle des prévisions budgétaires. Les budgets des dépenses visent principalement à appuyer l'examen par le Parlement des projets de loi de crédits, lesquels sont des instruments juridiques permettant d'autoriser certains paiements.

Les budgets des dépenses sont donc axés sur les besoins de trésorerie du gouvernement nécessitant des crédits du Parlement et excluent certains postes compris dans le budget fédéral. Les coûts liés aux prestations d'assurance-emploi, aux prestations pour enfants et à la Subvention salariale d'urgence du Canada sont les principales composantes des postes non compris dans les budgets des dépenses.

La Subvention salariale d'urgence du Canada et l'Allocation canadienne pour enfants sont constituées en vertu de la *Loi de l'impôt sur le revenu* et sont considérées comme des dépenses aux fins de la publication de l'information financière du gouvernement. Le Parlement n'autorise pas de dépense annuelle pour ces éléments ni pour tout autre crédit d'impôt remboursable ou dépense fiscale.

La majorité des coûts de l'assurance-emploi sont payés directement sur le compte des opérations de l'assurance-emploi plutôt que sur un crédit ministériel, et ne sont donc pas précisément inclus dans les budgets des dépenses.

**Recettes nettes**

Certaines dépenses sont financées par les recettes ministérielles. Les dépenses d'exercice sont présentées de façon « brute », donc les recettes sont incluses dans les prévisions de recettes établies selon la méthode de la comptabilité d'exercice, alors qu'elles sont affectées aux dépenses dans les budgets des dépenses.

**Rajustements comptables et autres**

Le budget fédéral est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, tandis que les budgets des dépenses sont présentés selon la comptabilité de caisse modifiée. La comptabilité d'exercice reconnaît les recettes une fois générées et les dépenses une fois engagées, alors que la comptabilité de caisse reconnaît les espèces ou leur équivalent une fois qu'ils sont versés. Par conséquent, certains postes seront déclarés différemment dans les deux publications. Cette catégorie comprend aussi les coûts liés aux sociétés d'État consolidées qui sont financées par leurs propres revenus ainsi qu'un certain nombre d'autres rajustements nécessaires pour prévoir les dépenses sur une base entièrement consolidée. Enfin, cette catégorie comprend également les postes qui ont été approuvés et réservés dans le cadre financier, mais pour lesquels l'autorisation de dépenser n'a pas encore été demandée au Parlement, y compris les autres mesures de dépenses du budget fédéral de 2021.

**Modifications apportées aux autorisations depuis le Budget principal des dépenses 2021-2022**

Les autorisations nouvelles et modifiées ci-dessous sont demandées au moyen de la loi de crédits pour le présent budget des dépenses :

- Le ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord ajoute le crédit 25 pour la renonciation d'une dette liée à un emprunt perpétuel de la Première Nation Stoney Nakoda;
- Le ministère des Finances ajoute le crédit L10 pour fixer le montant maximal payable pour l'achat d'actions de la Société financière internationale.

## Budget des dépenses par organisation

Au total, 123 organisations sont présentées dans le budget des dépenses 2021-2022. De ces organisations, 45 sont incluses dans le présent budget supplémentaire des dépenses,

### Budget des dépenses par organisation

	Dépenses réelles 2019-2020	Budget des dépenses à ce jour 2020-2021	Budget des dépenses 2021-2022		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
<b>Budgétaire</b>					
Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	847 862 166	917 728 788	567 828 793	285 061 112	852 889 905
Administration du pipe-line du Nord	238 467	1 083 120	571 820	.....	571 820
Agence canadienne d'évaluation d'impact	63 446 897	76 483 395	79 042 937	.....	79 042 937
Agence canadienne d'inspection des aliments	752 266 743	767 238 171	785 702 399	35 071 787	820 774 186
Agence canadienne de développement économique du Nord	67 162 468	109 595 858	79 550 701	4 625 000	84 175 701
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	324 622 726	611 943 620	366 481 828	71 764 000	438 245 828
Agence de la santé publique du Canada	892 605 607	21 044 808 815	8 751 060 274	4 396 399 314	13 147 459 588
Agence de promotion économique du Canada atlantique	351 659 641	592 434 716	346 837 064	62 494 061	409 331 125
Agence des services frontaliers du Canada	2 064 340 007	2 225 141 372	2 049 476 541	8 624 063	2 058 100 604
Agence du revenu du Canada	7 198 211 160	9 611 496 025	10 765 797 057	307 050 803	11 072 847 860
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	267 504 408	694 529 833	257 143 435	105 699 695	362 843 130
Agence Parcs Canada	1 480 274 656	1 386 826 721	1 129 108 729	45 440 403	1 174 549 132
Agence spatiale canadienne	324 436 091	403 885 524	403 630 672	.....	403 630 672
Autorité du pont Windsor-Détroit	570 550 000	778 634 323	971 574 541	.....	971 574 541
Bibliothèque du Parlement	49 279 144	53 408 759	54 446 785	.....	54 446 785
Bibliothèque et Archives du Canada	134 354 195	139 468 296	143 361 814	7 391 171	150 752 985
Bureau canadien d'enquête sur les accidents de transport et de la sécurité des transports	35 700 486	33 936 499	34 920 270	.....	34 920 270
Bureau de l'enquêteur correctionnel du Canada	5 440 958	5 303 610	5 468 720	.....	5 468 720
Bureau de l'infrastructure du Canada	8 948 867 553	7 915 657 104	6 840 813 406	2 985 592 216	9 826 405 622
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale	628 057 984	658 447 954	682 870 730	.....	682 870 730
Bureau du commissaire au renseignement	1 667 916	2 797 375	2 533 375	.....	2 533 375
Bureau du commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique	6 886 187	7 514 511	7 670 110	.....	7 670 110
Bureau du commissaire du Centre de la sécurité des télécommunications	439 850	.....	.....	.....	.....
Bureau du Conseil privé	185 349 690	185 880 387	192 427 306	6 000 000	198 427 306
Bureau du conseiller sénatorial en éthique	1 054 500	1 352 901	1 352 901	.....	1 352 901
Bureau du directeur des poursuites pénales	192 931 805	203 268 036	203 331 027	.....	203 331 027
Bureau du directeur général des élections	570 896 337	133 680 430	172 866 204	.....	172 866 204
Bureau du directeur parlementaire du budget	5 923 504	7 246 196	7 246 196	.....	7 246 196
Bureau du secrétaire du gouverneur général	23 181 004	23 197 577	23 686 460	.....	23 686 460

**Budget des dépenses par organisation**

	Dépenses réelles 2019-2020	Budget des dépenses à ce jour 2020-2021	Budget des dépenses 2021-2022		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Bureau du surintendant des institutions financières	193 634 134	201 055 674	200 750 762	.....	200 750 762
Bureau du vérificateur général	87 654 487	102 117 774	117 356 715	.....	117 356 715
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	11 180 990	13 017 140	14 820 421	586 651	15 407 072
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	55 282 766	76 319 284	84 041 113	.....	84 041 113
Centre de la sécurité des télécommunications	761 094 623	764 430 925	714 558 347	18 474 440	733 032 787
Centre de recherches pour le développement international	142 907 117	141 848 784	148 611 325	.....	148 611 325
Chambre des communes	505 749 003	538 955 738	543 687 189	.....	543 687 189
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	1 295 749	.....	.....	.....	.....
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	3 132 901	5 292 187	6 432 998	.....	6 432 998
Comité externe d'examen des griefs militaires	6 375 884	6 883 603	6 985 084	.....	6 985 084
Commissariat à l'intégrité du secteur public	5 398 601	5 582 330	5 665 323	.....	5 665 323
Commissariat au lobbying	4 829 109	4 556 920	4 622 946	.....	4 622 946
Commissariat aux langues officielles	21 631 240	21 517 955	22 206 232	.....	22 206 232
Commissariats à l'information et à la protection de la vie privée du Canada	42 923 807	46 157 842	47 054 941	.....	47 054 941
Commission canadienne de sûreté nucléaire	147 965 383	144 195 709	143 748 861	.....	143 748 861
Commission canadienne des droits de la personne	25 041 813	33 147 272	37 272 286	.....	37 272 286
Commission canadienne des grains	2 705 191	6 593 140	6 769 580	.....	6 769 580
Commission canadienne du lait	3 967 223	3 903 550	4 094 435	.....	4 094 435
Commission canadienne du tourisme	100 665 913	95 665 913	96 159 703	.....	96 159 703
Commission civile d'examen et de traitement des plaintes relatives à la Gendarmerie royale du Canada	10 542 577	10 186 587	10 425 537	.....	10 425 537
Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire	4 731 232	4 802 446	4 852 883	.....	4 852 883
Commission de l'immigration et du statut de réfugié	200 407 305	281 031 875	282 724 052	.....	282 724 052
Commission de la capitale nationale	137 479 936	149 261 744	155 981 730	.....	155 981 730
Commission de la fonction publique	93 611 830	89 633 675	91 858 552	.....	91 858 552
Commission des champs de bataille nationaux	10 378 351	10 002 843	8 976 719	.....	8 976 719
Commission des débats des chefs	3 732 870	5 402 102	4 835 025	.....	4 835 025
Commission des libérations conditionnelles du Canada	51 488 791	53 396 937	55 370 723	.....	55 370 723
Commission du droit d'auteur	4 070 030	4 225 668	4 279 807	.....	4 279 807
Commission mixte internationale (section canadienne)	8 931 679	12 609 140	9 973 359	.....	9 973 359
Conseil canadien des normes	18 578 854	18 321 000	15 046 000	.....	15 046 000

**Budget des dépenses par organisation**

	Dépenses réelles 2019-2020	Budget des dépenses à ce jour 2020-2021	Budget des dépenses 2021-2022		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés	13 313 880	17 804 400	18 892 322	.....	18 892 322
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	12 060 098	95 243 259	14 218 961	3 728 374	17 947 335
Conseil de recherches en sciences humaines	940 757 288	1 479 735 887	1 005 450 440	.....	1 005 450 440
Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie	1 359 365 352	1 528 927 812	1 380 311 368	.....	1 380 311 368
Conseil des Arts du Canada	327 771 295	425 571 295	364 062 080	116 500 000	480 562 080
Conseil national de recherches du Canada	1 214 601 865	1 871 190 694	1 332 387 047	129 352 267	1 461 739 314
École de la fonction publique du Canada	81 380 256	79 687 920	78 554 558	.....	78 554 558
Énergie atomique du Canada limitée	868 140 000	1 254 166 523	1 188 799 417	.....	1 188 799 417
Gendarmerie royale du Canada	4 732 973 923	3 840 443 822	3 439 673 110	230 300 000	3 669 973 110
Instituts de recherche en santé du Canada	1 202 050 854	1 619 967 785	1 253 906 530	111 040 000	1 364 946 530
Investir au Canada	26 096 450	34 291 556	34 271 556	.....	34 271 556
La Société des ponts fédéraux Limitée	.....	9 772 407	18 497 000	.....	18 497 000
Les Ponts Jacques-Cartier et Champlain Inc.	155 646 771	327 620 136	325 009 620	.....	325 009 620
Marine Atlantique S.C.C.	130 903 730	142 576 235	149 875 667	.....	149 875 667
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	2 567 930 523	3 449 332 492	3 022 814 837	278 101 057	3 300 915 894
Ministère de l'Emploi et du Développement social	69 828 763 126	169 688 293 196	82 439 720 890	12 857 709 115	95 297 430 005
Ministère de l'Environnement	1 545 664 621	2 058 935 802	1 699 147 420	99 109 799	1 798 257 219
Ministère de l'Industrie	2 386 107 584	3 917 985 299	3 734 110 842	1 049 226 252	4 783 337 094
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	3 060 599 520	3 357 984 273	3 253 342 420	24 500 000	3 277 842 420
Ministère de la Défense nationale	22 839 438 337	24 458 052 456	24 295 205 167	.....	24 295 205 167
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	309 080 429	1 073 310 810	343 786 328	229 042 000	572 828 328
Ministère de la Justice	812 721 034	847 512 079	794 470 313	.....	794 470 313
Ministère de la Santé	2 675 389 069	4 578 789 751	3 862 798 658	1 005 679 466	4 868 478 124
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	919 335 099	858 310 704	1 055 463 651	84 113 467	1 139 577 118
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	7 176 903 197	9 363 238 643	6 723 238 064	95 432 502	6 818 670 566
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	767 365 315	.....	.....	.....	.....
Ministère des Anciens Combattants	4 832 374 356	5 415 092 814	6 290 972 437	.....	6 290 972 437
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	114 546 509	219 807 698	125 547 531	103 044 864	228 592 395
Ministère des Finances	98 842 680 685	119 514 431 715	103 751 635 907	5 363 565 164	109 115 201 071
Ministère des Pêches et des Océans	3 136 070 484	4 111 329 823	4 383 066 867	.....	4 383 066 867
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	5 470 587 833	6 839 473 883	4 696 632 831	996 936 177	5 693 569 008
Ministère des Ressources naturelles	2 454 790 927	1 836 850 792	2 238 204 659	352 161 322	2 590 365 981
Ministère des Services aux Autochtones	13 274 548 937	17 795 805 677	13 506 097 396	5 432 828 572	18 938 925 968

**Budget des dépenses par organisation**

	Dépenses réelles 2019-2020	Budget des dépenses à ce jour 2020-2021	Budget des dépenses 2021-2022		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Ministère des Transports	1 705 220 748	2 476 193 010	2 051 245 313	377 123 304	2 428 368 617
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	3 828 687 376	5 634 376 323	4 491 230 181	664 795 630	5 156 025 811
Ministère du Patrimoine canadien	1 550 574 951	2 022 420 208	1 536 579 817	355 826 827	1 892 406 644
Musée canadien de l'histoire	75 728 888	76 444 847	72 768 111	.....	72 768 111
Musée canadien de l'immigration du Quai 21	7 905 183	9 944 758	8 111 694	.....	8 111 694
Musée canadien de la nature	29 196 950	32 738 464	27 687 206	.....	27 687 206
Musée canadien des droits de la personne	26 954 953	27 709 539	25 436 716	.....	25 436 716
Musée des beaux-arts du Canada	47 170 830	51 482 633	45 756 671	.....	45 756 671
Musée national des sciences et de la technologie	30 936 832	35 906 354	28 514 196	.....	28 514 196
Office des transports du Canada	35 277 786	43 280 050	40 392 517	.....	40 392 517
Office national de l'énergie	36 827 459	.....	.....	.....	.....
Office national du film	75 910 304	69 631 409	65 581 512	.....	65 581 512
Organisation canadienne d'élaboration de normes d'accessibilité	3 960 828	16 618 432	20 065 557	.....	20 065 557
Régie canadienne de l'énergie	61 169 531	104 618 519	108 093 191	.....	108 093 191
Registraire de la Cour suprême du Canada	37 782 015	38 416 364	39 161 161	474 578	39 635 739
Secrétariat de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement	5 625 307	23 831 282	30 194 919	.....	30 194 919
Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes	5 425 609	5 956 021	6 030 478	.....	6 030 478
Secrétariat du Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement	2 693 543	3 549 666	3 648 039	.....	3 648 039
Secrétariat du Conseil du Trésor	2 974 307 068	8 891 590 056	7 022 161 953	628 354 749	7 650 516 702
Sénat	97 869 871	115 563 738	115 563 738	.....	115 563 738
Service administratif des tribunaux judiciaires	95 326 753	103 473 263	93 856 043	.....	93 856 043
Service canadien d'appui aux tribunaux administratifs	65 048 723	72 679 604	74 580 873	.....	74 580 873
Service canadien du renseignement de sécurité	611 085 093	652 071 418	623 940 967	.....	623 940 967
Service correctionnel du Canada	2 652 821 435	2 951 178 987	2 793 675 395	.....	2 793 675 395
Service de protection parlementaire	88 674 871	92 605 109	90 753 007	.....	90 753 007
Services partagés Canada	1 973 596 487	2 374 730 418	1 908 055 034	158 147 296	2 066 202 330
Société canadienne d'hypothèques et de logement	2 215 671 739	6 019 698 711	3 259 488 472	1 799 881 898	5 059 370 370
Société canadienne des postes	22 210 000	22 210 000	22 210 000	.....	22 210 000
Société du Centre national des Arts	35 270 142	53 660 142	37 854 709	1 365 700	39 220 409
Société Radio-Canada	1 210 797 846	1 247 497 846	1 229 423 241	.....	1 229 423 241
Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	30 577 492	31 177 618	32 217 110	.....	32 217 110
Statistique Canada	546 949 624	622 948 697	802 330 692	45 116 104	847 446 796
Téléfilm Canada	109 378 949	181 633 949	102 908 479	149 000 000	251 908 479

**Budget des dépenses par organisation**

	Dépenses réelles 2019-2020	Budget des dépenses à ce jour 2020-2021	Budget des dépenses 2021-2022		
			Budgets des dépenses précédents à ce jour (dollars)	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
Tribunal des anciens combattants (révision et appel)	10 696 418	10 957 720	11 215 236	.....	11 215 236
VIA Rail Canada Inc.	506 347 644	1 016 389 568	769 779 151	95 000 000	864 779 151
<b>Total budgétaire</b>	<b>303 556 240 134</b>	<b>478 687 828 034</b>	<b>342 186 642 016</b>	<b>41 177 731 200</b>	<b>383 364 373 216</b>
<b>Non budgétaire</b>					
Commission canadienne du lait	(28 640 780)	.....	.....	.....	.....
Ministère de l'Emploi et du Développement social	967 487 646	2 245 100 994	957 191 043	.....	957 191 043
Ministère de l'Industrie	1 406 000 000	800 000	800 000	.....	800 000
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	16 966 093	.....	.....	.....	.....
Ministère de la Défense nationale	1 236 835	.....	.....	.....	.....
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	16 849 447	117 038 552	203 435 454	.....	203 435 454
Ministère des Affaires indiennes et du Nord canadien	942 654	.....	.....	.....	.....
Ministère des Finances	53 318 029 416	450 200 000	49 000 000	224 400 001	273 400 001
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	9 824 625	25 903 000	25 903 000	.....	25 903 000
Ministère des Transports	(290 905 000)	.....	.....	.....	.....
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	7 932 622	.....	.....	.....	.....
Service correctionnel du Canada	(473)	.....	.....	.....	.....
Société canadienne d'hypothèques et de logement	1 284 074 121	1 880 450 574	3 209 467 541	.....	3 209 467 541
<b>Total non budgétaire</b>	<b>56 709 797 206</b>	<b>4 719 493 120</b>	<b>4 445 797 038</b>	<b>224 400 001</b>	<b>4 670 197 039</b>

## Postes horizontaux

Les postes inscrits dans ce tableau sont des initiatives horizontales et des postes financés conjointement. En général, ces deux types de postes horizontaux concernent de façon générale deux organisations ou plus ayant une entente de financement officielle (par exemple, un mémoire au Cabinet ou une présentation au Conseil du Trésor). Dans le cadre des initiatives horizontales, les organisations travaillent en partenariat en vue d'atteindre des résultats communs. Dans le cadre des postes financés conjointement, les organisations reçoivent un financement supplémentaire, et chacune contribue de manière indépendante à la réalisation des objectifs énoncés.

### Postes horizontaux

Organisation	Montant (dollars)
Fonds destinés à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants	
Fonds aux provinces et aux territoires et destinés à soutenir les programmes existants d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, ainsi qu'à attirer et à maintenir en poste les éducateurs de la petite enfance. Ces fonds permettront également d'établir un secrétariat fédéral en vue d'appuyer un système pancanadien, à offrir du soutien au Secrétariat de l'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones en place, à favoriser la participation des Autochtones à la mise au point d'un système de garde pancanadien et à améliorer la qualité et l'accessibilité des programmes de garde d'enfants autochtones.	
Agence de la santé publique du Canada	2 990 485
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépenses de fonctionnement et contributions destinées au Programme d'aide préscolaire aux Autochtones dans les collectivités urbaines et nordiques qui soutient le développement des jeunes enfants des Premières Nations, des Inuits et des Métis et de leurs familles habitant à l'extérieur des réserves.</li> </ul>	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	877 027 685
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépenses de fonctionnement, contributions et autres paiements de transfert destinées à soutenir les programmes provinciaux et territoriaux d'apprentissage et de garde des jeunes enfants déjà en place, à attirer et à maintenir en poste les éducateurs de la petite enfance et à mettre en place un secrétariat fédéral.</li> </ul>	
Ministère des Services aux Autochtones	35 080 133
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépenses de fonctionnement et contributions destinées à permettre aux collectivités d'offrir des programmes plus souples et plus adaptés, de former et de maintenir en poste le personnel de garde d'enfants, de s'appuyer sur la gouvernance autochtone existante et de maintenir la capacité organisationnelle actuelle du Secrétariat de l'apprentissage et la garde des jeunes enfants autochtones.</li> </ul>	
Total des postes législatifs	1 340 228
Total	916 438 531

## Fonds destinés aux contre-mesures médicales (COVID-19)

Ces fonds seront utilisés pour effectuer des recherches liées à la COVID-19 et pour financer la production, l'acquisition et le déploiement de traitements et de vaccins.

Agence de la santé publique du Canada	556 220 743
• Dépenses de fonctionnement et contributions destinées à l'acquisition et au déploiement de traitements curatifs pour les personnes atteintes de la COVID-19, ainsi qu'à l'achat de matériel nécessaire à la vaccination et de fournitures pour le conditionnement des vaccins.	
Conseil national de recherches du Canada	41 000 000
• Contributions destinées à financer la recherche et le développement.	
Instituts de recherche en santé du Canada	111 040 000
• Subventions destinées à financer la recherche dans les domaines prioritaires et à combler les lacunes en matière de connaissances.	
Ministère de l'Industrie	4 800 000
• Dépenses de fonctionnement destinées à mettre en œuvre une stratégie de biofabrication.	
Total	713 060 743

## Fonds destinés à l'Accord sur la relance sécuritaire aux fins d'investissements fédéraux dans le dépistage, la recherche des contacts et la gestion des données (COVID-19)

Ces fonds permettront aux provinces et aux territoires d'accroître leur capacité de procéder au dépistage, à la recherche des contacts et à la diffusion de données de santé publique qui les aideront à lutter contre la pandémie. Ces fonds serviront également à améliorer et à moderniser la gestion des données dans l'ensemble du Canada dans le but de coordonner les efforts visant à contenir le virus.

Agence de la santé publique du Canada	444 249 506
• Dépenses de fonctionnement destinées au dépistage de la COVID-19 et à l'achat de matériel de dépistage.	
Ministère de la Santé	217 973 086
• Dépenses de fonctionnement et contributions destinées au dépistage de la COVID-19, à la recherche des contacts et à la gestion des données.	
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	35 000 000
• Contributions à la Croix-Rouge canadienne destinées au dépistage de la COVID-19 et à la gestion des crises liées aux éclosions.	
Total	697 222 592

## Fonds destinés à la Stratégie emploi et compétences jeunesse

Ces fonds aideront les jeunes à acquérir les compétences et l'expérience professionnelle dont ils ont besoin pour faire la transition vers le marché du travail grâce à une série d'activités, notamment des subventions salariales pour créer des placements professionnels ainsi que le développement des compétences et la formation pour accroître la préparation à l'emploi et l'employabilité.

Agence Parcs Canada	41 629 394
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépenses de fonctionnement destinées à l'emploi de jeunes dans les parcs nationaux et les lieux historiques et contributions destinées à financer l'emploi de jeunes dans des programmes et des activités faisant la promotion de la conservation et des plaisirs de la nature dans les réseaux provinciaux, territoriaux et municipaux de parcs et d'endroits protégés ainsi que dans d'autres contextes liés à la conservation, à la culture et à la nature.</li> </ul>	
Conseil national de recherches du Canada	60 980 600
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépenses de fonctionnement et contributions destinées à aider les petites et moyennes entreprises à embaucher des diplômés de niveau postsecondaire pour des projets d'innovation.</li> </ul>	
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	21 177 614
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépenses de fonctionnement et contributions destinées à créer des possibilités d'emploi pour les jeunes dans le secteur agricole et agroalimentaire.</li> </ul>	
Ministère de l'Emploi et du Développement social	136 566 947
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépenses de fonctionnement et contributions destinées à offrir une gamme d'activités qui aident les jeunes à surmonter les obstacles à l'emploi et à acquérir un large éventail de compétences et de connaissances afin de participer au marché du travail actuel et futur.</li> </ul>	
Ministère de l'Environnement	35 031 374
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépenses de fonctionnement et contributions destinées à promouvoir les emplois verts auprès des jeunes en offrant des subventions salariales aux employeurs admissibles pour qu'ils embauchent des diplômés de niveau postsecondaire en sciences, technologie, ingénierie et mathématiques.</li> </ul>	
Ministère de l'Industrie	56 289 075
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépenses de fonctionnement et contributions destinées à offrir aux jeunes des stages pratiques dans le domaine de la technologie numérique et à mettre en relation des jeunes sous-employés avec des petites entreprises et des organisations à but non lucratif afin de leur permettre d'acquérir des compétences adaptées à l'économie numérique.</li> </ul>	
Ministère des Ressources naturelles	43 810 229
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépenses de fonctionnement et contributions destinées à financer des stages liés à l'amélioration des résultats environnementaux dans le secteur des ressources naturelles.</li> </ul>	
Ministère des Services aux Autochtones	79 180 722
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépenses de fonctionnement et contributions destinées à financer les initiatives en faveur de l'emploi des jeunes, à fournir des informations sur les options et les possibilités de carrière, à offrir une aide au revenu permettant de subvenir aux besoins essentiels, à assurer la gestion des cas et à fournir des mesures de soutien préalables à l'emploi.</li> </ul>	
Ministère du Patrimoine canadien	16 337 754
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépenses de fonctionnement et contributions destinées à offrir aux jeunes Canadiens et Canadiennes des possibilités d'acquérir de l'expérience de travail dans les secteurs du patrimoine et de la culture et dans les milieux où sont utilisées les langues officielles.</li> </ul>	
Société canadienne d'hypothèques et de logement	7 850 000
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépenses de fonctionnement et contributions destinées à aider les entreprises et les organisations à créer des stages dans le domaine du logement pour les jeunes autochtones afin que ceux-ci puissent acquérir une expérience professionnelle et suivre une formation en cours d'emploi.</li> </ul>	
Total des postes législatifs	5 014 633
Total	503 868 342

## Fonds destinés à soutenir les petites et moyennes entreprises (COVID-19)

Ces fonds aideront les petites et moyennes entreprises (PME) qui sont confrontées à des pressions financières liées à la COVID-19 et qui ne sont pas admissibles à d'autres mesures d'aide face à la COVID-19 offertes par le gouvernement fédéral. Ces fonds aideront également les entreprises essentielles à la survie d'une communauté, d'une région ou d'un secteur et les organismes à but non lucratif qui fournissent une assistance technique aux entreprises à atténuer les répercussions de la COVID-19. Le programme sera exécuté par les agences de développement régional dans leurs régions respectives. FedNor (qui relève du ministère de l'Industrie) assurera la réalisation du programme dans le Nord de l'Ontario.

Agence canadienne de développement économique du Nord	4 000 000
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	62 548 000
Agence de promotion économique du Canada atlantique	29 325 805
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	99 144 444
Ministère de l'Industrie	16 060 000
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	170 144 000
Total des postes législatifs	<u>1 557 256</u>
Total	<u>382 779 505</u>

## Fonds destinés à soutenir les travailleurs du secteur des arts et des événements devant public dans le contexte de la pandémie (COVID-19)

Ces fonds contribueront à la planification et à la présentation d'événements et d'arts, devant public et numériques, et à la création de possibilités d'emploi dans ces secteurs, tout en respectant les restrictions concernant les déplacements et les directives en matière de santé publique.

Conseil des Arts du Canada	116 500 000
• Dépenses destinées à permettre aux groupes et organismes du secteur des arts de créer et de produire de nouvelles œuvres et d'adapter des œuvres existantes pour le public en ligne.	
Ministère du Patrimoine canadien	64 597 069
• Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions destinées à créer des possibilités de revenus pour les artistes et les travailleurs culturels dans les secteurs des arts de la scène et de la musique jouée devant public, en finançant des événements devant public et la diffusion numérique de ces événements.	
Total des postes législatifs	<u>247 253</u>
Total	<u>181 344 322</u>

## Fonds destinés à mettre en œuvre des solutions climatiques naturelles au Canada

Ces fonds seront utilisés pour renforcer la capacité des écosystèmes à capter et à réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) grâce à des activités telles que la plantation d'arbres, la restauration des écosystèmes et l'adoption de meilleures pratiques de gestion des terres.

Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	1 009 161
• Dépenses de fonctionnement destinées au développement, de concert avec le secteur agricole, de projets visant à réduire les émissions de carbone ou à atténuer la dégradation de l'environnement.	
Ministère de l'Environnement	34 911 151
• Dépenses de fonctionnement et en capital et contributions destinées à restaurer, à améliorer et à conserver les écosystèmes qui captent et stockent les GES présents dans l'atmosphère.	
Ministère des Ressources naturelles	70 539 039
• Dépenses de fonctionnement et en capital, subventions et contributions destinées à financer la plantation d'arbres, à mener des recherches ainsi qu'à créer des modèles sur les répercussions des émissions de GES, à suivre les répercussions et à en rendre compte.	
Total des postes législatifs	2 380 847
Total	108 840 198

## Fonds destinés à maintenir le régime canadien de gestion des produits chimiques au Canada (budget fédéral de 2021)

Le Plan de gestion des produits chimiques est une approche scientifique de la gestion des produits chimiques qui réduit les risques que posent les produits chimiques nocifs pour la population canadienne et l'environnement. Ces fonds financeront l'évaluation des substances chimiques prioritaires et des nouvelles substances, la mise au point et l'application de mesures de gestion des risques, la recherche, la surveillance et la mise en application.

Agence de la santé publique du Canada	2 315 472
• Dépenses de fonctionnement et en capital destinées à un programme d'inspection visant à veiller à ce que les aliments, l'eau potable et les niveaux d'hygiène à bord des moyens de transport de passagers comme les avions, les trains, les navires de croisière et les traversiers soient salubres et sécuritaires.	
Ministère de l'Environnement	23 573 653
• Dépenses de fonctionnement et en capital et contributions destinées à évaluer les risques environnementaux posés par les substances chimiques, à mettre au point et en œuvre des mesures de gestion des risques, à promouvoir et faire respecter la conformité, à entreprendre des recherches et à mener des activités de mobilisation et d'information.	
Ministère de la Santé	53 517 943
• Dépenses de fonctionnement et en capital et contributions destinées à évaluer les risques pour la santé humaine posés par les substances chimiques, à mettre au point et en œuvre des mesures de gestion des risques, à promouvoir et faire respecter la conformité, à entreprendre des recherches et à mener des activités de mobilisation et d'information.	
Total des postes législatifs	12 442 098
Total	91 849 166

### Fonds destinés au Réseau de développement des collectivités afin de soutenir les petites entreprises des collectivités rurales (COVID-19) (budget fédéral de 2021)

Ces fonds permettront aux entreprises des régions rurales de continuer de bénéficier d'un soutien par le biais du Fonds d'aide et de relance régionale, en repoussant la date limite de présentation des demandes au 30 juin 2021. Le financement est octroyé par les agences de développement régional dans leurs régions respectives. FedNor (qui relève du ministère de l'Industrie) assure la réalisation du programme dans le Nord de l'Ontario.

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	6 000 000
Agence de promotion économique du Canada atlantique	18 000 000
Ministère de l'Industrie	6 000 000
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	45 000 000
<b>Total</b>	<b>75 000 000</b>

### Fonds destinés à l'amélioration de la ventilation des bâtiments publics (COVID-19)

Ces fonds aideront les gouvernements provinciaux, territoriaux, municipaux et locaux ainsi que les communautés autochtones à améliorer la ventilation et la circulation de l'air dans les édifices gouvernementaux dans le but de réduire la propagation de la COVID-19.

Bureau de l'infrastructure du Canada	39 256 562
• Dépenses de fonctionnement destinées à l'examen de demandes de projets et de subventions et contributions aux provinces et territoires visant le financement de projets d'amélioration de la ventilation.	
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	5 491 569
• Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions destinées à améliorer la ventilation et la circulation de l'air dans les édifices gouvernementaux dans les communautés métisses et inuites.	
Ministère des Services aux Autochtones	18 723 400
• Dépenses de fonctionnement et contributions destinées à améliorer la ventilation et la circulation de l'air dans les édifices gouvernementaux dans les communautés autochtones.	
Total des postes législatifs	353 357
<b>Total</b>	<b>63 824 888</b>

### Fonds destinés à l'Initiative du transport aérien régional (COVID-19)

Ce financement permettra de promouvoir l'accès fiable et abordable aux activités et services essentiels des aéroports et des transporteurs aériens régionaux et locaux. Chaque organisation fournira des subventions et/ou des contributions aux municipalités, provinces et territoires, organisations à but non lucratif, entreprises et organisations autochtones pour aider à maintenir les services essentiels de transport aérien et l'activité économique connexe.

Agence canadienne de développement économique du Nord	625 000
Agence de promotion économique du Canada atlantique	10 000 000
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	5 875 000
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	13 250 000
<b>Total</b>	<b>29 750 000</b>

## Fonds destinés au Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires (COVID-19)

Ces fonds amélioreront l'accès au capital pour les propriétaires d'entreprises et les entrepreneurs noirs et aideront les organisations commerciales dirigées par des membres de la communauté noire dans tout le pays à fournir, aux entrepreneurs noirs, des services de soutien aux entreprises, comme des services de mentorat, de réseautage, de planification financière et de formation en gestion d'entreprise.

Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	155 251
• Dépenses de fonctionnement destinées à soutenir les organisations commerciales dirigées par des membres de la communauté noire.	
Ministère de l'Industrie	20 665 829
• Dépenses de fonctionnement et contributions destinées à améliorer l'accès au capital pour les propriétaires d'entreprises et les entrepreneurs noirs par le biais du programme de prêts pour l'entrepreneuriat des communautés noires.	
Total des postes législatifs	<u>154 288</u>
Total	<u>20 975 368</u>

## Fonds destinés au Réseau de développement des collectivités (COVID-19)

Ces fonds permettront d'appuyer le développement économique principalement dans les régions rurales du Canada par l'entremise d'un réseau de Sociétés d'aide au développement des collectivités. Ces sociétés offrent un soutien direct aux collectivités locales dans quatre domaines : le financement aux entreprises, les services de soutien aux entreprises, le développement économique local et la planification stratégique. Le programme sera exécuté par les agences de développement régional dans leurs régions respectives. FedNor (qui relève du ministère de l'Industrie) assurera la réalisation du programme dans le Nord de l'Ontario.

Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	3 000 000
Ministère de l'Industrie	<u>17 900 000</u>
Total	<u>20 900 000</u>

## Fonds destinés à la communication et au marketing (COVID-19)

Ces fonds seront utilisés pour renseigner le public au sujet des vaccins contre la COVID-19 et des mesures de santé et de sécurité, ainsi que pour promouvoir l'utilisation de l'application Alerte COVID.

Agence de la santé publique du Canada	4 500 000
• Dépenses de fonctionnement destinées à financer une campagne visant à informer la population canadienne de l'innocuité et de l'efficacité des vaccins disponibles contre la COVID-19, ainsi que des publicités ciblées visant à encourager les jeunes à suivre les dernières mesures de santé et de sécurité fondées sur des preuves.	
Ministère de la Santé	1 588 751
• Dépenses de fonctionnement destinées à financer une campagne visant à encourager les Canadiens et les Canadiennes à télécharger et à utiliser l'application Alerte COVID en balayant les codes QR dans les lieux qu'ils visitent.	
Total	<u>6 088 751</u>

Fonds destinés au renouvellement de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuit du Nunavik et à la gestion coopérative du parc national des Monts-Torngat

Ces fonds serviront à appuyer la gestion des ressources fauniques, l'aménagement du territoire et l'évaluation des répercussions du développement dans la région marine du Nunavik. Ces fonds permettront également de remplir les obligations découlant des ententes sur les répercussions et les avantages du parc national des Monts-Torngat.

Agence Parcs Canada	779 935
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Dépenses de fonctionnement et contributions destinées à la gestion coopérative, à l'exploitation et à l'entretien du parc national des Monts-Torngat.</li> </ul>	
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	3 158 896
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Contributions destinées à soutenir le Conseil de gestion des ressources fauniques de la région marine du Nunavik, la Commission de la région marine du Nunavik chargée de l'examen des répercussions, la Commission d'aménagement de la région marine du Nunavik et un nouveau programme de surveillance communautaire qui permettra de recueillir des données sur les récoltes et les ressources fauniques.</li> </ul>	
Total des postes législatifs	7 074
Total	3 945 905

# BUDGET SUPPLÉMENTAIRE DES DÉPENSES (A) 2021-2022

## Détails par organisation

---

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	1
Agence canadienne d'inspection des aliments	2
Agence canadienne de développement économique du Nord	3
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	4
Agence de la santé publique du Canada	6
Agence de promotion économique du Canada atlantique	9
Agence des services frontaliers du Canada	11
Agence du revenu du Canada	12
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	13
Agence Parcs Canada	15
Bibliothèque et Archives du Canada	17
Bureau de l'infrastructure du Canada	18
Bureau du Conseil privé	20
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	21
Centre de la sécurité des télécommunications	22
Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes	23
Conseil des Arts du Canada	24
Conseil national de recherches du Canada	25
Gendarmerie royale du Canada	27
Instituts de recherche en santé du Canada	28
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	29
Ministère de l'Emploi et du Développement social	31
Ministère de l'Environnement	36
Ministère de l'Industrie	38
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	41
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien	42
Ministère de la Santé	44
Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile	46
Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement	48
Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres	50
Ministère des Finances	52
Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord	54
Ministère des Ressources naturelles	57
Ministère des Services aux Autochtones	59
Ministère des Transports	63
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	65
Ministère du Patrimoine canadien	66
Registraire de la Cour suprême du Canada	68
Secrétariat du Conseil du Trésor	69
Services partagés Canada	71
Société canadienne d'hypothèques et de logement	72
Société du Centre national des Arts	73
Statistique Canada	74
Téléfilm Canada	75
VIA Rail Canada Inc.	76



## Administration canadienne de la sûreté du transport aérien

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital	567 828 793	.....	285 061 112	852 889 905
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>567 828 793</b>	<b>.....</b>	<b>285 061 112</b>	<b>852 889 905</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés aux besoins opérationnels critiques (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	<b>271 060 000</b>
Fonds destinés aux systèmes de détection d'explosifs et à d'autres projets d'immobilisations	Crédit 1a	<b>14 001 112</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>285 061 112</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>285 061 112</b>

## Agence canadienne d'inspection des aliments

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	608 899 997	.....	28 574 835	637 474 832
5a Dépenses en capital	29 762 978	.....	83 314	29 846 292
<b>Total des crédits</b>	<b>638 662 975</b>	<b>.....</b>	<b>28 658 149</b>	<b>667 321 124</b>
Total des postes législatifs	147 039 424	.....	6 413 638	153 453 062
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>785 702 399</b>	<b>.....</b>	<b>35 071 787</b>	<b>820 774 186</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à augmenter la capacité d'inspection des aliments et à protéger l'intégrité du système canadien de salubrité des aliments (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	<b>15 779 573</b>
Fonds destinés à maintenir la présence quotidienne d'inspecteurs durant chaque quart de travail dans les établissements de transformation de la viande agréés par le gouvernement fédéral (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a Crédit 5a	12 795 262 83 314
Total		<b>12 878 576</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>28 658 149</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>6 413 638</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>35 071 787</b>

### Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
(dollars)			
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	81 539 424	6 413 638	87 953 062

## Agence canadienne de développement économique du Nord

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1 Dépenses de fonctionnement	20 168 756	.....	.....	20 168 756
5a Subventions et contributions	57 419 626	.....	4 625 000	62 044 626
<b>Total des crédits</b>	<b>77 588 382</b>	.....	<b>4 625 000</b>	<b>82 213 382</b>
Total des postes législatifs	1 962 319	.....	.....	1 962 319
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>79 550 701</b>	.....	<b>4 625 000</b>	<b>84 175 701</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir les petites et moyennes entreprises (COVID-19) (poste horizontal) Crédit 5a **4 000 000**

Fonds destinés à l'Initiative du transport aérien régional (COVID-19) (poste horizontal) Crédit 5a **625 000**

##### Total des crédits à adopter

**4 625 000**

##### Transferts

##### Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (1 000 000 \$) aux subventions pour l'initiative inclusion diversifiée et évolution économique dans le Nord Crédit 5a .....

##### Total des transferts

.....

##### Total des dépenses budgétaires

**4 625 000**

### Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
<b>Subventions</b>			
Subventions pour l'initiative inclusion diversifiée et évolution économique dans le Nord	.....	1 000 000	1 000 000
<b>Contributions</b>			
Contributions pour la promotion du développement régional dans les trois territoires du Canada	31 737 000	2 000 000	33 737 000
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	2 743 161	1 625 000	4 368 161

## Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses de fonctionnement	41 078 212	.....	848 000	41 926 212
5a Subventions et contributions	320 401 782	.....	70 700 000	391 101 782
<b>Total des crédits</b>	<b>361 479 994</b>	<b>.....</b>	<b>71 548 000</b>	<b>433 027 994</b>
Total des postes législatifs	5 001 834	.....	216 000	5 217 834
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>366 481 828</b>	<b>.....</b>	<b>71 764 000</b>	<b>438 245 828</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir les petites et moyennes entreprises (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1a	848 000
	Crédit 5a	61 700 000
<b>Total</b>		<b>62 548 000</b>
Fonds destinés au Réseau de développement des collectivités afin de soutenir les petites entreprises des collectivités rurales (COVID-19) (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 5a	<b>6 000 000</b>
Fonds destinés au Réseau de développement des collectivités (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 5a	<b>3 000 000</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>71 548 000</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>216 000</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>71 764 000</b>

### Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
<b>Contributions</b>			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	199 085 840	61 700 000	260 785 840
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	33 497 174	9 000 000	42 497 174

**Énumération des autorisations législatives**

	<b>Autorisations à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Autorisations proposées</b>
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	5 001 834	216 000	5 217 834

## Agence de la santé publique du Canada

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
(dollars)					
<b>Dépenses budgétaires</b>					
<b>Crédits</b>					
1a	Dépenses de fonctionnement	8 219 228 533	(23 670 068)	3 924 415 611	12 119 974 076
5a	Dépenses en capital	26 200 000	.....	74 900 167	101 100 167
10a	Subventions et contributions	426 771 816	23 670 068	393 891 997	844 333 881
<b>Total des crédits</b>		<b>8 672 200 349</b>	<b>.....</b>	<b>4 393 207 775</b>	<b>13 065 408 124</b>
Total des postes législatifs		78 859 925	.....	3 191 539	82 051 464
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>8 751 060 274</b>	<b>.....</b>	<b>4 396 399 314</b>	<b>13 147 459 588</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à la recherche médicale et au développement de vaccins (COVID-19)	Crédit 1a	<b>1 467 624 960</b>
Fonds destinés aux mesures relatives au voyage et aux frontières, et aux centres d'isolement (COVID-19)	Crédit 1a	919 858 376
	Crédit 5a	1 366 167
	Crédit 10a	137 332 584
<b>Total</b>		<b>1 058 557 127</b>
Fonds destinés aux contre-mesures médicales (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1a	550 720 743
	Crédit 10a	5 500 000
<b>Total</b>		<b>556 220 743</b>
Fonds destinés à mener des recherches novatrices et à acquérir des technologies de dépistage liées à la pandémie (COVID-19)	Crédit 1a	483 000 000
	Crédit 10a	600 000
<b>Total</b>		<b>483 600 000</b>
Fonds destinés à l'Accord sur la relance sécuritaire aux fins d'investissements fédéraux dans le dépistage, la recherche des contacts et la gestion des données (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1a	<b>444 249 506</b>
Fonds destinés au Consortium de séro-surveillance (COVID-19)	Crédit 1a	750 000
	Crédit 10a	102 913 345
<b>Total</b>		<b>103 663 345</b>
Fonds destinés à renforcer les contre-mesures précliniques et médicales au Canada (COVID-19)	Crédit 1a	27 752 500
	Crédit 5a	68 984 000
<b>Total</b>		<b>96 736 500</b>
Fonds destinés à accroître les ressources humaines dans le domaine de la santé (COVID-19)	Crédit 10a	<b>80 000 000</b>

Fonds destinés à soutenir la santé mentale et la lutte contre la consommation de substances (COVID-19)	Crédit 10a	42 000 000
Fonds destinés à l'établissement d'une capacité en matière de contre-mesures médicales relativement à la COVID-19 et aux futures épidémies de maladies infectieuses (COVID-19)	Crédit 1a Crédit 5a	23 450 408 4 500 000
<b>Total</b>		<b>27 950 408</b>
Fonds destinés au programme pancanadien de soutien aux victimes d'une vaccination	Crédit 10a	19 000 000
Fonds destinés à la communication et au marketing (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1a	4 500 000
Fonds destinés à Jeunesse, J'écoute (COVID-19)	Crédit 10a	3 299 229
Fonds destinés à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants (poste horizontal)	Crédit 1a Crédit 10a	243 646 2 746 839
<b>Total</b>		<b>2 990 485</b>
Fonds destinés à maintenir le régime canadien de gestion des produits chimiques au Canada (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1a Crédit 5a	2 265 472 50 000
<b>Total</b>		<b>2 315 472</b>
Fonds destinés à renforcer la capacité de mobilisation (COVID-19)	Crédit 10a	500 000
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>4 393 207 775</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>3 191 539</b>
<b>Transferts</b>		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (1 200 000 \$) à la Subvention à des personnes et à des organisations pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines du renforcement des capacités communautaires, de la stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et de collaboration intersectorielle	Crédit 10a	.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour appuyer l'intelligence épidémique de sources ouvertes de l'Organisation mondiale de la santé	Crédit 1a Crédit 10a	(250 000) 250 000
<b>Total</b>		<b>.....</b>
Réaffectation des ressources à l'interne pour soutenir le déploiement des vaccins	Crédit 1a Crédit 10a	(15 930 000) 15 930 000
<b>Total</b>		<b>.....</b>
Réaffectation des ressources à l'interne pour financer la technologie innovante	Crédit 1a Crédit 10a	(6 000 000) 6 000 000
<b>Total</b>		<b>.....</b>
Réaffectation des ressources à l'interne pour appuyer la recherche de diagnostic rapide	Crédit 1a Crédit 10a	(1 490 068) 1 490 068
<b>Total</b>		<b>.....</b>
<b>Total des transferts</b>		<b>.....</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>4 396 399 314</b>

**Liste des paiements de transfert**

	<b>Budgets des dépenses à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Budgets des dépenses révisés</b>
<b>Subventions</b>			
Subventions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	100 983 060	200 814 048	301 797 108
Subventions à des personnes et à des organismes pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines de renforcement des capacités communautaires, de stimulation du développement et de la transmission des connaissances, et de l'établissement de partenariats et collaboration intersectorielle	53 459 000	48 700 000	102 159 000
Subventions à des organismes internationaux sans but lucratif admissibles pour soutenir des projets ou programmes en matière de santé	2 180 000	250 000	2 430 000
<b>Contributions</b>			
Contributions à des personnes et à des organisations visant à soutenir l'infrastructure de santé publique	49 500 000	127 951 949	177 451 949
Programme pancanadien de soutien aux victimes d'une vaccination	. . . . .	19 000 000	19 000 000
Contributions à des personnes et à des organisations pour appuyer des projets de promotion de la santé dans les domaines du renforcement des capacités communautaires, de la stimulation du développement et de la transmission des connaissances et de l'établissement de partenariats et de collaborations intersectorielles	82 002 726	18 099 229	100 101 955
Contributions aux organisations et aux institutions autochtones sans but lucratif locales ou régionales constituées en société, en vue d'élaborer des programmes d'intervention précoce pour les enfants autochtones d'âge préscolaire et leurs familles	35 427 272	2 746 839	38 174 111

**Énumération des autorisations législatives**

	<b>Autorisations à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Autorisations proposées</b>
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	65 447 183	3 191 539	68 638 722

## Agence de promotion économique du Canada atlantique

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses de fonctionnement	70 111 122	.....	793 805	70 904 927
5a Subventions et contributions	268 439 605	.....	61 532 000	329 971 605
<b>Total des crédits</b>	<b>338 550 727</b>	.....	<b>62 325 805</b>	<b>400 876 532</b>
Total des postes législatifs	8 286 337	.....	168 256	8 454 593
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>346 837 064</b>	.....	<b>62 494 061</b>	<b>409 331 125</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir les petites et moyennes entreprises (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1a	793 805
	Crédit 5a	28 532 000
<b>Total</b>		<b>29 325 805</b>
Fonds destinés au Réseau de développement des collectivités afin de soutenir les petites entreprises des collectivités rurales (COVID-19) (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 5a	<b>18 000 000</b>
Fonds destinés à l'Initiative du transport aérien régional (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 5a	<b>10 000 000</b>
Fonds destinés aux besoins supplémentaires afin de soutenir les petites et moyennes entreprises (COVID-19) (budget fédéral de 2021)	Crédit 5a	<b>5 000 000</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>62 325 805</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>168 256</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>62 494 061</b>

**Liste des paiements de transfert**

	<b>Budgets des dépenses à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Budgets des dépenses révisés</b>
<b>Subventions</b>			
Subventions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	1 750 000	250 000	2 000 000
<b>Contributions</b>			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	139 003 660	43 282 000	182 285 660
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	12 642 000	18 000 000	30 642 000

**Énumération des autorisations législatives**

	<b>Autorisations à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Autorisations proposées</b>
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	8 286 337	168 256	8 454 593

## Agence des services frontaliers du Canada

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses de fonctionnement	1 752 432 513	.....	2 667 063	1 755 099 576
5a Dépenses en capital	106 457 799	.....	5 957 000	112 414 799
<b>Total des crédits</b>	<b>1 858 890 312</b>	<b>.....</b>	<b>8 624 063</b>	<b>1 867 514 375</b>
Total des postes législatifs	190 586 229	.....	.....	190 586 229
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>2 049 476 541</b>	<b>.....</b>	<b>8 624 063</b>	<b>2 058 100 604</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés au projet du pont international Gordie Howe	Crédit 1a	2 667 063
	Crédit 5a	5 957 000
Total		<b>8 624 063</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>8 624 063</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>8 624 063</b>

## Agence du revenu du Canada

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses de fonctionnement, subventions et contributions	3 674 646 582	.....	248 046 301	3 922 692 883
5a Dépenses en capital	72 928 583	.....	4 313 497	77 242 080
<b>Total des crédits</b>	<b>3 747 575 165</b>	<b>.....</b>	<b>252 359 798</b>	<b>3 999 934 963</b>
Total des postes législatifs	7 018 221 892	.....	54 691 005	7 072 912 897
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>10 765 797 057</b>	<b>.....</b>	<b>307 050 803</b>	<b>11 072 847 860</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à la gestion de mesures en cas de pandémie en soutien aux commerces (COVID-19)	Crédit 1a	115 076 055
	Crédit 5a	4 313 497
<b>Total</b>		<b>119 389 552</b>
Fonds destinés à renforcer les modes de prestation de services de l'Agence du revenu du Canada (COVID-19)	Crédit 1a	<b>84 086 419</b>
Fonds destinés à poursuivre les travaux de lutte contre l'évasion fiscale et l'évitement fiscal au Canada	Crédit 1a	<b>48 883 827</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>252 359 798</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>54 691 005</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>307 050 803</b>

### Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
(dollars)			
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	484 808 699	54 691 005	539 499 704

## Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses de fonctionnement	31 349 200	.....	2 799 695	34 148 895
5a Subventions et contributions	222 082 852	.....	102 375 000	324 457 852
<b>Total des crédits</b>	<b>253 432 052</b>	<b>.....</b>	<b>105 174 695</b>	<b>358 606 747</b>
Total des postes législatifs	3 711 383	.....	525 000	4 236 383
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>257 143 435</b>	<b>.....</b>	<b>105 699 695</b>	<b>362 843 130</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir les petites et moyennes entreprises (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1a	2 644 444
	Crédit 5a	96 500 000
<b>Total</b>		<b>99 144 444</b>
Fonds destinés à l'Initiative du transport aérien régional (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 5a	<b>5 875 000</b>
Fonds destinés au Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1a	<b>155 251</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>105 174 695</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>525 000</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>105 699 695</b>

### Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
<b>Contributions</b>			
Contributions en vertu du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	152 675 067	96 500 000	249 175 067
Contributions pour le Programme pour la prospérité du Sud de l'Ontario	58 121 793	5 875 000	63 996 793

**Énumération des autorisations législatives**

	<b>Autorisations à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> <small>(dollars)</small>	<b>Autorisations proposées</b>
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 711 383	525 000	4 236 383

## Agence Parcs Canada

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses du programme	916 901 348	.....	42 409 329	959 310 677
5 Paiements au Compte des nouveaux parcs et lieux historiques	7 371 000	.....	.....	7 371 000
<b>Total des crédits</b>	<b>924 272 348</b>	<b>.....</b>	<b>42 409 329</b>	<b>966 681 677</b>
Total des postes législatifs	204 836 381	.....	3 031 074	207 867 455
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>1 129 108 729</b>	<b>.....</b>	<b>45 440 403</b>	<b>1 174 549 132</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à la Stratégie emploi et compétences jeunesse (poste horizontal)	Crédit 1a	<b>41 629 394</b>
Fonds destinés au renouvellement de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuit du Nunavik et à la gestion coopérative du parc national des Monts-Torngat (poste horizontal)	Crédit 1a	<b>779 935</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>42 409 329</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>3 031 074</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>45 440 403</b>

### Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
<b>Contributions</b>			
Placements en emploi dans le cadre de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	.....	19 500 000	19 500 000
Contributions à l'appui d'activités ou de projets liés aux parcs nationaux, aux aires marines nationales de conservation, aux lieux historiques nationaux et aux canaux historiques	21 647 421	614 967	22 262 388

**Énumération des autorisations législatives**

	<b>Autorisations à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>  (dollars)	<b>Autorisations proposées</b>
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	54 836 381	3 031 074	57 867 455

## Bibliothèque et Archives du Canada

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1 Dépenses de fonctionnement	100 773 897	.....	.....	100 773 897
5a Dépenses en capital	30 837 471	.....	7 391 171	38 228 642
<b>Total des crédits</b>	<b>131 611 368</b>	<b>.....</b>	<b>7 391 171</b>	<b>139 002 539</b>
Total des postes législatifs	11 750 446	.....	.....	11 750 446
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>143 361 814</b>	<b>.....</b>	<b>7 391 171</b>	<b>150 752 985</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à la mise en œuvre de l'installation partagée de la Bibliothèque publique d'Ottawa et de Bibliothèque et Archives Canada	Crédit 5a	<b>7 391 171</b>
---	-----------	------------------

<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>7 391 171</b>
------------------------------------	------------------

<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>7 391 171</b>
---------------------------------------	------------------

## Bureau de l'infrastructure du Canada

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses de fonctionnement	156 413 071	.....	30 356 414	186 769 485
5 Dépenses en capital	66 232 666	.....	.....	66 232 666
10a Subventions et contributions	4 338 537 607	.....	729 638 438	5 068 176 045
<b>Total des crédits</b>	<b>4 561 183 344</b>	<b>.....</b>	<b>759 994 852</b>	<b>5 321 178 196</b>
Total des postes législatifs	2 279 630 062	.....	2 225 597 364	4 505 227 426
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>6 840 813 406</b>	<b>.....</b>	<b>2 985 592 216</b>	<b>9 826 405 622</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés aux bâtiments communautaires verts et inclusifs	Crédit 1a	10 305 138
	Crédit 10a	387 104 371
<b>Total</b>		<b>397 409 509</b>
Fonds destinés au Fonds permanent pour le transport en commun (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	17 994 714
	Crédit 10a	305 334 067
<b>Total</b>		<b>323 328 781</b>
Fonds destinés à l'amélioration de la ventilation des bâtiments publics (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1a	2 056 562
	Crédit 10a	37 200 000
<b>Total</b>		<b>39 256 562</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>759 994 852</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>2 225 597 364</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>2 985 592 216</b>

**Liste des paiements de transfert**

	<b>Budgets des dépenses à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Budgets des dépenses révisés</b>
<b>Subventions</b>			
Subvention pour la construction de communautés vertes et inclusives	.....	72 828 323	72 828 323
Subventions pour le transport actif	.....	2 000 000	2 000 000
Subventions pour des solutions de transport en commun en milieu rural	.....	1 000 000	1 000 000
<b>Contributions</b>			
Programme pour les bâtiments communautaires verts et inclusifs	.....	314 276 048	314 276 048
Programme permanent pour le transport en commun	.....	302 334 067	302 334 067
Programme d'infrastructure Investir dans le Canada	1 654 475 784	37 200 000	1 691 675 784

**Énumération des autorisations législatives**

	<b>Autorisations à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Autorisations proposées</b>
<b>Budgétaire</b>			
Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada ( <i>Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada</i> )	2 268 966 610	2 221 115 887	4 490 082 497
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	10 572 952	4 481 477	15 054 429

## Bureau du Conseil privé

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses du programme	172 348 874	.....	5 362 205	177 711 079
<b>Total des crédits</b>	<b>172 348 874</b>	<b>.....</b>	<b>5 362 205</b>	<b>177 711 079</b>
Total des postes législatifs	20 078 432	.....	637 795	20 716 227
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>192 427 306</b>	<b>.....</b>	<b>6 000 000</b>	<b>198 427 306</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

<b>Dépenses budgétaires</b>			
<b>Crédits à adopter</b>			
Fonds destinés à l'enquête publique commune concernant la tragédie d'avril 2020 en Nouvelle-Écosse		Crédit 1a	<b>5 362 205</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>			<b>5 362 205</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>			<b>637 795</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>			<b>6 000 000</b>

### Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
(dollars)			
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	19 709 932	637 795	20 347 727

## Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses du programme	5 942 874	.....	586 651	6 529 525
<b>Total des crédits</b>	<b>5 942 874</b>	.....	<b>586 651</b>	<b>6 529 525</b>
Total des postes législatifs	8 877 547	.....	.....	8 877 547
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>14 820 421</b>	.....	<b>586 651</b>	<b>15 407 072</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir la reprise des activités des employeurs relevant de la compétence fédérale	Crédit 1a	<b>586 651</b>
--	-----------	----------------

<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>586 651</b>
------------------------------------	----------------

<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>586 651</b>
---------------------------------------	----------------

## Centre de la sécurité des télécommunications

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses du programme	668 829 446	.....	16 721 508	685 550 954
<b>Total des crédits</b>	<b>668 829 446</b>	<b>.....</b>	<b>16 721 508</b>	<b>685 550 954</b>
Total des postes législatifs	45 728 901	.....	1 752 932	47 481 833
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>714 558 347</b>	<b>.....</b>	<b>18 474 440</b>	<b>733 032 787</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à la phase de mise en œuvre du projet Infrastructure classifiée de gestion de la sécurité	Crédit 1a	<b>16 721 508</b>
--	-----------	-------------------

<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>16 721 508</b>
------------------------------------	-------------------

<b>Total des crédits législatifs</b>	<b>1 752 932</b>
--------------------------------------	------------------

<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>18 474 440</b>
---------------------------------------	-------------------

### Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
(dollars)			
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	45 728 901	1 752 932	47 481 833

## Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses du programme	6 310 750	.....	3 164 228	9 474 978
<b>Total des crédits</b>	<b>6 310 750</b>	.....	<b>3 164 228</b>	<b>9 474 978</b>
Total des postes législatifs	7 908 211	.....	564 146	8 472 357
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>14 218 961</b>	.....	<b>3 728 374</b>	<b>17 947 335</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à l'élaboration d'un cadre pour la mise en œuvre des modifications à la <i>Loi sur la radiodiffusion</i>	Crédit 1a	<b>3 164 228</b>
---	-----------	------------------

<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>3 164 228</b>
------------------------------------	------------------

<b>Total des crédits législatifs</b>	<b>564 146</b>
--------------------------------------	----------------

<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>3 728 374</b>
---------------------------------------	------------------

### Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	7 908 211	564 146	8 472 357

## Conseil des Arts du Canada

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Paiements au Conseil	364 062 080	.....	116 500 000	480 562 080
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>364 062 080</b>	<b>.....</b>	<b>116 500 000</b>	<b>480 562 080</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir les travailleurs du secteur des arts et des événements devant public dans le contexte de la pandémie (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1a	<b>116 500 000</b>
--	-----------	--------------------

##### Total des crédits à adopter

**116 500 000**

#### Total des dépenses budgétaires

**116 500 000**

## Conseil national de recherches du Canada

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses de fonctionnement	493 340 197	(9 881 862)	980 600	484 438 935
5a Dépenses en capital	50 585 000	9 881 862	21 252 867	81 719 729
10a Subventions et contributions	540 863 673	.....	107 000 000	647 863 673
<b>Total des crédits</b>	<b>1 084 788 870</b>	<b>.....</b>	<b>129 233 467</b>	<b>1 214 022 337</b>
Total des postes législatifs	247 598 177	.....	118 800	247 716 977
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>1 332 387 047</b>	<b>.....</b>	<b>129 352 267</b>	<b>1 461 739 314</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à la Stratégie emploi et compétences jeunesse (poste horizontal)	Crédit 1a	980 600
	Crédit 10a	60 000 000
<b>Total</b>		<b>60 980 600</b>
Fonds destinés aux contre-mesures médicales (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 10a	<b>41 000 000</b>
Fonds destinés aux mesures d'intervention d'urgence en matière de recherche et d'innovation (COVID-19)	Crédit 5a	11 045 000
	Crédit 10a	6 000 000
<b>Total</b>		<b>17 045 000</b>
Fonds destinés à la stratégie nationale de recherche médicale (COVID-19)	Crédit 5a	<b>10 207 867</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>129 233 467</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>118 800</b>
<b>Transferts</b>		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne pour la stratégie nationale de recherche médicale et pour les mesures d'intervention d'urgence en matière de recherche et d'innovation	Crédit 1a	(9 881 862)
	Crédit 5a	9 881 862
<b>Total</b>		<b>.....</b>
<b>Total des transferts</b>		<b>.....</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>129 352 267</b>

**Liste des paiements de transfert**

	<b>Budgets des dépenses à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Budgets des dépenses révisés</b>
<b>Subventions</b>			
Subvention au programme Solutions innovatrices Canada	14 600 000	6 000 000	20 600 000
<b>Contributions</b>			
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions à la Stratégie emploi et compétences jeunesse	5 000 000	60 000 000	65 000 000
Programme d'aide à la recherche industrielle – Contributions aux entreprises	360 714 000	41 000 000	401 714 000

**Énumération des autorisations législatives**

	<b>Autorisations à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Autorisations proposées</b>
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	65 598 177	118 800	65 716 977

## Gendarmerie royale du Canada

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1 Dépenses de fonctionnement	2 642 741 385	.....	.....	2 642 741 385
5 Dépenses en capital	251 946 081	.....	.....	251 946 081
10a Subventions et contributions	194 973 483	.....	230 300 000	425 273 483
<b>Total des crédits</b>	<b>3 089 660 949</b>	<b>.....</b>	<b>230 300 000</b>	<b>3 319 960 949</b>
Total des postes législatifs	350 012 161	.....	.....	350 012 161
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>3 439 673 110</b>	<b>.....</b>	<b>230 300 000</b>	<b>3 669 973 110</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds pour indemniser les membres de la Gendarmerie Royale du Canada pour les blessures subies dans l'exercice de leurs fonctions	Crédit 10a	<b>230 300 000</b>
---	------------	--------------------

<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>230 300 000</b>
------------------------------------	--------------------

<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>230 300 000</b>
---------------------------------------	--------------------

### Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
<b>Subventions</b>			
Indemnisation des membres de la Gendarmerie royale du Canada pour les blessures reçues dans l'exercice de leurs fonctions (L.R.C. (1985), ch. R-11)	176 900 000	230 300 000	407 200 000

## Instituts de recherche en santé du Canada

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1	Dépenses de fonctionnement	62 871 989	.....	62 871 989
5a	Subventions	1 183 828 164	..... 111 040 000	1 294 868 164
<b>Total des crédits</b>		<b>1 246 700 153</b>	<b>..... 111 040 000</b>	<b>1 357 740 153</b>
Total des postes législatifs		7 206 377	.....	7 206 377
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>1 253 906 530</b>	<b>..... 111 040 000</b>	<b>1 364 946 530</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés aux contre-mesures médicales (COVID-19) (poste horizontal) Crédit 5a **111 040 000**

##### Total des crédits à adopter

**111 040 000**

##### Transferts

##### Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne du programme Subventions pour les projets de recherche et le soutien du personnel (600 000 \$) à la subvention intitulée Programme d'innovation dans les collèges et la communauté Crédit 5a **.....**

##### Total des transferts

**.....**

##### Total des dépenses budgétaires

**111 040 000**

### Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
<b>Subventions</b>			
Subventions pour les projets de recherche et le soutien du personnel	1 051 340 888	110 440 000	1 161 780 888
Programme d'innovation dans les collèges et la communauté	868 579	600 000	1 468 579

## Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a	Dépenses de fonctionnement	605 035 536	..... 15 716 473	620 752 009
5a	Dépenses en capital	49 005 131	..... 1 073 742	50 078 873
10a	Subventions et contributions	407 506 869	..... 259 225 544	666 732 413
<b>Total des crédits</b>		<b>1 061 547 536</b>	<b>..... 276 015 759</b>	<b>1 337 563 295</b>
Total des postes législatifs		1 961 267 301	..... 2 085 298	1 963 352 599
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>3 022 814 837</b>	<b>..... 278 101 057</b>	<b>3 300 915 894</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à continuer d'assurer la sécurité alimentaire des Canadiens pendant et au-delà de la pandémie (COVID-19) (budget fédéral de 2021)	Crédit 10a	<b>140 000 000</b>
Fonds destinés au maintien des mesures de soutien à l'isolement obligatoire exigée du Programme des travailleurs étrangers temporaires (COVID-19) (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	2 823 901
	Crédit 10a	54 054 038
<b>Total</b>		<b>56 877 939</b>
Fonds destinés à soutenir les producteurs de produits laitiers, de volaille et d'œufs, sous gestion de l'offre	Crédit 1a	8 819 119
	Crédit 5a	550 000
	Crédit 10a	29 000 000
<b>Total</b>		<b>38 369 119</b>
Fonds destinés à la Stratégie emploi et compétences jeunesse (poste horizontal)	Crédit 1a	1 434 680
	Crédit 10a	19 742 934
<b>Total</b>		<b>21 177 614</b>
Fonds destinés au renouvellement du Programme des technologies propres en agriculture	Crédit 1a	1 629 612
	Crédit 5a	523 742
	Crédit 10a	13 928 572
<b>Total</b>		<b>16 081 926</b>
Financement destiné au Fonds des infrastructures alimentaires locales (COVID-19)	Crédit 10a	<b>2 500 000</b>
Fonds destinés à mettre en œuvre des solutions climatiques naturelles au Canada (poste horizontal)	Crédit 1a	<b>1 009 161</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>276 015 759</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>2 085 298</b>

**Transferts**

Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (1 000 000 \$) aux subventions destinées au renforcement des capacités pour les Solutions agricoles pour le climat	Crédit 10a	.....
---	------------	-------

**Total des transferts**

.....

**Total des dépenses budgétaires****278 101 057****Liste des paiements de transfert**

	<b>Budgets des dépenses à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Budgets des dépenses révisés</b>
<b>Subventions</b>			
Subventions pour le renforcement des capacités pour les Solutions agricoles pour le climat	.....	1 000 000	1 000 000
<b>Contributions</b>			
Contributions pour favoriser les investissements dans les initiatives de la politique alimentaire	2 196 360	142 500 000	144 696 360
Contributions pour aider les employeurs des industries de l'agriculture primaire, de la pêche et de la production et de la transformation des aliments, qui embauchent des travailleurs étrangers temporaires, à faire face aux mesures d'isolement obligatoire en raison de la COVID-19	.....	54 054 038	54 054 038
Paiements de contribution à l'appui du Programme d'investissement à la ferme pour la volaille et les œufs dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre	.....	25 000 000	25 000 000
Stratégie emploi et compétences jeunesse	864 000	19 742 934	20 606 934
Contributions à l'appui du programme des technologies propres en agriculture	.....	13 928 572	13 928 572
Paiements de contribution à l'appui du Programme de développement des marchés de la volaille et des œufs dans le cadre des initiatives de gestion de l'offre	.....	4 000 000	4 000 000

**Énumération des autorisations législatives**

	<b>Autorisations à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Autorisations proposées</b>
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	66 642 453	2 085 298	68 727 751

## Ministère de l'Emploi et du Développement social

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
(dollars)					
<b>Dépenses budgétaires</b>					
<b>Crédits</b>					
1a	Dépenses de fonctionnement	1 076 920 565	(938 700)	184 125 967	1 260 107 832
5a	Subventions et contributions	3 107 555 049	850 000	3 215 828 705	6 324 233 754
<b>Total des crédits</b>		<b>4 184 475 614</b>	<b>(88 700)</b>	<b>3 399 954 672</b>	<b>7 584 341 586</b>
Total des postes législatifs		78 255 245 276	.....	9 457 843 143	87 713 088 419
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>82 439 720 890</b>	<b>(88 700)</b>	<b>12 857 797 815</b>	<b>95 297 430 005</b>
<b>Dépenses non budgétaires</b>					
Total des postes législatifs		957 191 043	.....	.....	957 191 043
<b>Total des dépenses non budgétaires</b>		<b>957 191 043</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>	<b>957 191 043</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants (poste horizontal)	Crédit 1a	7 082 917
	Crédit 5a	869 944 768
<b>Total</b>		<b>877 027 685</b>
Financement destiné au Fonds de relance des services communautaires (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	2 020 072
	Crédit 5a	397 540 000
<b>Total</b>		<b>399 560 072</b>
Fonds destinés à une stratégie de formation globale pour favoriser la relance (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	18 605 545
	Crédit 5a	314 391 000
<b>Total</b>		<b>332 996 545</b>
Fonds destinés à établir un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	7 147 072
	Crédit 5a	312 500 000
<b>Total</b>		<b>319 647 072</b>
Fonds destinés à l'initiative Vers un chez-soi (COVID-19)	Crédit 1a	2 198 415
	Crédit 5a	296 742 756
<b>Total</b>		<b>298 941 171</b>

Fonds destinés au Programme de stages pratiques pour étudiants (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	333 696
	Crédit 5a	239 300 000
<b>Total</b>		<b>239 633 696</b>
Fonds destinés aux mesures de soutien à la formation pour les populations vulnérables	Crédit 1a	10 563 735
	Crédit 5a	225 666 344
<b>Total</b>		<b>236 230 079</b>
Fonds destinés à la Prestation canadienne d'urgence (COVID-19) (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement)	Crédit 5a	<b>190 206 740</b>
Fonds destinés à la Stratégie emploi et compétences jeunesse (poste horizontal)	Crédit 1a	6 166 947
	Crédit 5a	130 400 000
<b>Total</b>		<b>136 566 947</b>
Fonds destinés à financer l'Initiative Appuyer les communautés noires du Canada (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	4 912 979
	Crédit 5a	93 964 250
<b>Total</b>		<b>98 877 229</b>
Fonds destinés à appuyer la prestation continue des principales prestations (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	<b>53 995 774</b>
Fonds destinés au Programme d'apprentissage des étudiants (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	1 289 299
	Crédit 5a	48 565 000
<b>Total</b>		<b>49 854 299</b>
Financement destiné à l'amélioration du Fonds pour l'accessibilité (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	3 543 719
	Crédit 5a	45 484 300
<b>Total</b>		<b>49 028 019</b>
Fonds destinés au Programme de préparation à l'investissement (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	1 597 136
	Crédit 5a	22 988 918
<b>Total</b>		<b>24 586 054</b>
Fonds destinés à un paiement supplémentaire aux personnes âgées (Sécurité de la vieillesse 75 ans et plus) (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	<b>16 844 729</b>
Fonds destinés à la rémunération rétroactive	Crédit 1a	<b>15 905 512</b>
Fonds destinés à la modernisation du versement des prestations	Crédit 1a	<b>15 403 131</b>
Fonds destinés à améliorer notre capacité de rejoindre tous les Canadiens – Activités d'information auprès des Autochtones et présence sur Internet (COVID-19)	Crédit 1a	<b>11 879 782</b>
Fonds destinés aux pénuries de main-d'œuvre dans le secteur des soins de longue durée et à domicile (COVID-19)	Crédit 5a	<b>11 500 000</b>
Fonds destinés à la Prestation d'urgence pour les étudiants (COVID-19) (ce poste a reçu des fonds du crédit 5 du Conseil du Trésor - Dépenses éventuelles du gouvernement)	Crédit 5a	<b>11 334 629</b>
Fonds destinés à l'étude de la <i>Loi sur l'équité en matière d'emploi</i>	Crédit 1a	3 781 152
	Crédit 5a	2 300 000
<b>Total</b>		<b>6 081 152</b>
Fonds destinés à la production de matériel en formats alternatifs	Crédit 5a	<b>3 000 000</b>
Fonds destinés à la protection des prix du loyer (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	<b>854 355</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>3 399 954 672</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>9 457 843 143</b>

**Transferts**

## Transferts à l'interne

Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (1 000 000 \$) à la subvention intitulée Programme stratégique de mobilisation des partenaires et de recherche	Crédit 5a	.....
Réaffectation des ressources à l'interne pour le système d'apprentissage et la garde des jeunes enfants	Crédit 1a	(850 000)
	Crédit 5a	850 000
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au Secrétariat du Conseil du Trésor pour soutenir le groupe de travail sur l'équité en matière d'emploi pour le travail entrepris par le Bureau de la dirigeante principale des ressources humaines	Crédit 1a	(88 700)
<b>Total des transferts</b>		<b>(88 700)</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>12 857 709 115</b>

## Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
<b>Subventions</b>			
Prestation canadienne d'urgence	.....	190 206 740	190 206 740
Subventions aux organismes sans but lucratif pour les activités admissibles à l'aide financière du Programme de partenariats pour le développement social	23 728 540	79 364 250	103 092 790
Subventions pour des projets de petite envergure du Fonds pour l'accessibilité	20 650 000	45 484 300	66 134 300
Subventions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	14 800 000	12 125 400	26 925 400
Prestation canadienne d'urgence pour les étudiants	.....	11 334 629	11 334 629
Vers un chez-soi : la stratégie canadienne de lutte contre l'itinérance	5 235 327	4 700 000	9 935 327
Programme de préparation à l'investissement	.....	2 000 000	2 000 000
Programme stratégique de mobilisation des partenaires et de recherche	100 000	1 000 000	1 100 000
Données sur l'apprentissage et la garde des jeunes enfants et programme de recherche	.....	850 000	850 000
<b>Contributions</b>			
Contributions aux gouvernements provinciaux et territoriaux, conseils de bande ou de tribu, détenteurs d'accord du Programme de formation pour les compétences et l'emploi destiné aux Autochtones, administrations municipales, organismes sans but lucratif, associations professionnelles, entreprises et organisations du secteur privé, consortiums, groupes de l'industrie, syndicats, organismes de réglementation, associations spéciales, établissements de santé publique, commissions scolaires, universités, collèges, cégeps, conseils sectoriels, conseils intersectoriels afin d'accroître la compétitivité et la productivité des milieux de travail en favorisant l'investissement dans les compétences de même que la reconnaissance et l'utilisation des compétences	330 241 534	914 651 386	1 244 892 920
Paiements aux provinces, territoires, municipalités, autres organismes publics, organisations, groupes, collectivités, employeurs et particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail ou des affaires, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation des ressources humaines nécessaires au développement social des Canadiens et des autres participants à la vie canadienne	17 976 249	756 180 000	774 156 249
Paiements aux provinces, aux territoires, aux municipalités, aux autres organismes publics, aux organisations, aux groupes, aux collectivités, aux employeurs et aux particuliers afin de pourvoir à la formation ou à l'expérience de travail, à la mobilisation des ressources communautaires et aux mesures de planification et d'adaptation de ressources humaines nécessaires au fonctionnement efficace du marché du travail canadien	1 124 067 879	379 208 682	1 503 276 561
Contributions accordées à des organismes sans but lucratif, des particuliers, des administrations municipales, des conseils de bande ou de tribu et autres organisations autochtones, des établissements de santé publique et d'enseignement, des régies régionales, des entreprises à but lucratif, des organismes et instituts de recherche pour appuyer les activités visant à atténuer et à prévenir le problème des sans-abris au Canada et pour mener des recherches sur les sans-abris afin d'aider les collectivités à mieux comprendre et à répondre efficacement aux besoins des sans-abris	211 796 539	292 042 756	503 839 295

Contributions à des organismes sans but lucratif, à but lucratif, et autochtones, et aux gouvernements municipaux, provinciaux et territoriaux pour l'apprentissage, l'alphabétisation et l'acquisition de compétences essentielles pour les adultes	3 209 000	61 376 876	64 585 876
Initiative de transformation de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants autochtones	126 727 659	44 917 074	171 644 733
Stratégie d'innovation sociale et de finance sociale	.....	20 988 918	20 988 918
Programme de financement du travail	.....	1 900 000	1 900 000
<b>Autres paiement de transfert</b>			
Paiements aux provinces et aux territoires aux fins de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants	.....	399 347 694	399 347 694

## Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
<b>Budgétaire</b>			
Versements de la Sécurité de la vieillesse (L.R.C. (1985), ch. O-9)	47 067 389 917	121 733 706	47 189 123 623
Versements du Supplément de revenu garanti (L.R.C. (1985), ch. O-9)	14 631 701 794	(17 722 328)	14 613 979 466
Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	3 430 000 000	8 902 000 000	12 332 000 000
Bourses canadiennes aux fins d'études destinées aux étudiants à temps plein et à temps partiel admissibles aux termes de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	1 879 887 601	1 117 299 936	2 997 187 537
Paiements aux provinces et aux territoires destinés à l'apprentissage et à la garde de jeunes enfants en vertu de la <i>Loi no 1 d'exécution du budget de 2021</i>	.....	2 648 082 433	2 648 082 433
Paiement supplémentaire aux personnes âgées (Sécurité de la vieillesse 75 ans et plus) en vertu de la <i>Loi no 1 d'exécution du budget de 2021</i>	.....	1 672 950 500	1 672 950 500
Paiements pour la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	4 525 000 000	(2 932 000 000)	1 593 000 000
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants</i>	1 217 861 664	(150 085 064)	1 067 776 600
Versements d'allocations (L.R.C. (1985), ch. O-9)	671 647 345	(871 860)	670 775 485
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	280 770 025	19 526 988	300 297 013
Paiements pour la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique en vertu de la <i>Loi sur les prestations canadiennes de relance économique</i>	2 380 000 000	(2 098 000 000)	282 000 000
Paiement au gouvernement du Québec destiné à harmoniser le Régime québécois d'assurance parentale avec les mesures temporaires apportées à l'assurance-emploi en vertu de la <i>Loi no 1 d'exécution du budget de 2021</i>	.....	130 300 000	130 300 000
Paiement unique aux personnes handicapées en vertu de la <i>Loi concernant des mesures supplémentaires liées à la COVID-19</i>	11 340 664	44 768 608	56 109 272
Paiements liés aux modalités de financement direct accordés en vertu de la <i>Loi sur les prêts aux apprentis</i>	2 704 207	(139 776)	2 564 431

## Ministère de l'Environnement

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses de fonctionnement	874 087 203	.....	30 901 784	904 988 987
5a Dépenses en capital	104 520 877	.....	1 030 269	105 551 146
10a Subventions et contributions	623 678 109	.....	62 084 125	685 762 234
<b>Total des crédits</b>	<b>1 602 286 189</b>	<b>.....</b>	<b>94 016 178</b>	<b>1 696 302 367</b>
Total des postes législatifs	96 861 231	.....	5 093 621	101 954 852
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>1 699 147 420</b>	<b>.....</b>	<b>99 109 799</b>	<b>1 798 257 219</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à la Stratégie emploi et compétences jeunesse (poste horizontal)	Crédit 1a	286 874
	Crédit 10a	34 744 500
<b>Total</b>		<b>35 031 374</b>
Fonds destinés à mettre en œuvre des solutions climatiques naturelles au Canada (poste horizontal)	Crédit 1a	7 481 526
	Crédit 5a	790 000
	Crédit 10a	26 639 625
<b>Total</b>		<b>34 911 151</b>
Fonds destinés à maintenir le régime canadien de gestion des produits chimiques au Canada (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1a	23 133 384
	Crédit 5a	240 269
	Crédit 10a	200 000
<b>Total</b>		<b>23 573 653</b>
Fonds destinés à un partenariat tripartite pour l'avenir de la Biosphère de Montréal	Crédit 10a	<b>500 000</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>94 016 178</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>5 093 621</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>99 109 799</b>

**Liste des paiements de transfert**

	<b>Budgets des dépenses à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Budgets des dépenses révisés</b>
<b>Contributions</b>			
Contributions à l'appui du Programme de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	3 069 000	34 744 500	37 813 500
Contributions à l'appui de la préservation de la nature	30 432 296	26 209 625	56 641 921
Contributions à l'appui de la prise de mesures sur la croissance propre et les changements climatiques	15 420 016	930 000	16 350 016
Contributions à l'appui de la prévention et de la gestion de la pollution	29 477 591	200 000	29 677 591

**Énumération des autorisations législatives**

	<b>Autorisations à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Autorisations proposées</b>
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	96 770 731	5 093 621	101 864 352

## Ministère de l'Industrie

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a	Dépenses de fonctionnement	508 586 590	..... 49 581 439	558 168 029
5	Dépenses en capital	49 814 000	.....	49 814 000
10a	Subventions et contributions	2 884 172 389	..... 991 866 966	3 876 039 355
<b>Total des crédits</b>		<b>3 442 572 979</b>	<b>..... 1 041 448 405</b>	<b>4 484 021 384</b>
Total des postes législatifs		291 537 863	..... 7 777 847	299 315 710
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>3 734 110 842</b>	<b>..... 1 049 226 252</b>	<b>4 783 337 094</b>
<b>Dépenses non budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
L15	Paiements conformément au paragraphe 14(2) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	300 000	.....	300 000
L20	Prêts conformément à l'alinéa 14(1)a) de la <i>Loi sur le ministère de l'Industrie</i>	500 000	.....	500 000
<b>Total des dépenses non budgétaires</b>		<b>800 000</b>	<b>.....</b>	<b>800 000</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir l'initiative de l'accélérateur net zéro	Crédit 1a	25 580 144
	Crédit 10a	270 990 513
<b>Total</b>		<b>296 570 657</b>
Financement destiné au Fonds pour la large bande universelle afin de soutenir l'accélération du déploiement de projets de large bande (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	6 839 742
	Crédit 10a	263 000 000
<b>Total</b>		<b>269 839 742</b>
Fonds destinés à soutenir les entreprises canadiennes innovantes et riches en propriété intellectuelle (COVID-19)	Crédit 1a	7 250 251
	Crédit 10a	100 000 000
<b>Total</b>		<b>107 250 251</b>
Fonds destinés aux contributions à Mitacs pour créer des stages d'apprentissage intégré au travail (budget fédéral de 2021)	Crédit 10a	<b>90 000 000</b>
Fonds destinés à soutenir Sanofi Canada dans la construction d'une usine de fabrication de vaccins (COVID-19)	Crédit 10a	<b>57 011 000</b>

Fonds destinés à la Stratégie emploi et compétences jeunesse (poste horizontal)	Crédit 1a	876 105
	Crédit 10a	55 412 970
<b>Total</b>		<b>56 289 075</b>
Fonds destinés à l'initiative d'achat local afin d'aider les petites entreprises canadiennes (COVID-19)	Crédit 10a	<b>38 000 000</b>
Fonds destinés à la recapitalisation du fonds pour la technologie du développement durable	Crédit 1a	219 108
	Crédit 10a	26 502 893
<b>Total</b>		<b>26 722 001</b>
Fonds destinés au Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1a	665 829
	Crédit 10a	20 000 000
<b>Total</b>		<b>20 665 829</b>
Fonds destinés au Réseau d'innovation pour la cybersécurité (budget fédéral de 2019)	Crédit 1a	669 546
	Crédit 10a	19 118 535
<b>Total</b>		<b>19 788 081</b>
Fonds destinés au Réseau de développement des collectivités (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 10a	<b>17 900 000</b>
Fonds destinés à soutenir les petites et moyennes entreprises (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 10a	<b>16 060 000</b>
Fonds destinés à la mise en œuvre du Défi 50-30 visant à accroître la diversité au sein des conseils d'administration et de la haute gestion des entreprises canadiennes	Crédit 1a	2 680 714
	Crédit 10a	9 680 000
<b>Total</b>		<b>12 360 714</b>
Fonds destinés au Réseau de développement des collectivités afin de soutenir les petites entreprises des collectivités rurales (COVID-19) (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 10a	<b>6 000 000</b>
Fonds destinés aux contre-mesures médicales (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1a	<b>4 800 000</b>
Fonds destinés à créer des possibilités d'emploi pour les étudiants (COVID-19)	Crédit 10a	<b>2 191 055</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>1 041 448 405</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>7 777 847</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>1 049 226 252</b>

**Liste des paiements de transfert**

	<b>Budgets des dépenses à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Budgets des dépenses révisés</b>
<b>Contributions</b>			
Contributions provenant du Fonds stratégique pour l'innovation	950 674 009	428 001 513	1 378 675 522
Contributions en vertu du Fonds pour la large bande universelle	280 947 895	263 000 000	543 947 895
Contributions à Mitacs Inc.	81 500 000	90 000 000	171 500 000
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programme Compétences numériques des jeunes	10 427 450	50 550 000	60 977 450
Contributions en vertu de l'Initiative Achetons local	.....	33 000 000	33 000 000
Contributions à la Fondation du Canada pour l'appui technologique au développement durable	130 249 570	26 502 893	156 752 463
Contributions en vertu du Programme de développement des collectivités	8 360 008	23 900 000	32 260 008
Contributions en vertu du Programme pour l'entrepreneuriat des communautés noires : Le Carrefour du savoir et le Fonds de prêts	1 000 000	20 000 000	21 000 000
Contribution pour le Réseau de d'innovation pour la cyber sécurité	.....	19 118 535	19 118 535
Contributions au titre du programme de Croissance économique régionale par l'innovation	20 781 760	16 060 000	36 841 760
Contributions au titre du Programme d'économie diversifiée et inclusive	.....	9 680 000	9 680 000
Contributions en vertu du Fonds d'aide à la petite entreprise Soutenons l'achat local	.....	5 000 000	5 000 000
Contributions dans le cadre de la Stratégie emploi jeunesse – programme de stages des Ordinateurs pour les écoles	3 537 085	4 862 970	8 400 055
Contributions à la Table ronde du milieu des affaires et de l'enseignement supérieur	5 333 856	2 191 055	7 524 911

**Énumération des autorisations législatives**

	<b>Autorisations à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Autorisations proposées</b>
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	62 340 075	7 777 847	70 117 922

## Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses de fonctionnement	1 276 918 158	.....	24 500 000	1 301 418 158
5 Dépenses en capital	32 934 299	.....	.....	32 934 299
10 Subventions et contributions	1 690 568 408	.....	.....	1 690 568 408
<b>Total des crédits</b>	<b>3 000 420 865</b>	<b>.....</b>	<b>24 500 000</b>	<b>3 024 920 865</b>
Total des postes législatifs	252 921 555	.....	.....	252 921 555
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>3 253 342 420</b>	<b>.....</b>	<b>24 500 000</b>	<b>3 277 842 420</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à accroître l'intégrité des frontières et du système d'octroi de l'asile du Canada	Crédit 1a	<b>24 500 000</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>24 500 000</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>24 500 000</b>

## Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest canadien

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses de fonctionnement	43 991 768	.....	3 780 000	47 771 768
5a Subventions et contributions	295 109 880	.....	224 614 000	519 723 880
<b>Total des crédits</b>	<b>339 101 648</b>	<b>.....</b>	<b>228 394 000</b>	<b>567 495 648</b>
Total des postes législatifs	4 684 680	.....	648 000	5 332 680
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>343 786 328</b>	<b>.....</b>	<b>229 042 000</b>	<b>572 828 328</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir les petites et moyennes entreprises (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1a	3 780 000
	Crédit 5a	166 364 000
<b>Total</b>		<b>170 144 000</b>
Fonds destinés au Réseau de développement des collectivités afin de soutenir les petites entreprises des collectivités rurales (COVID-19) (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 5a	<b>45 000 000</b>
Fonds destinés à l'Initiative du transport aérien régional (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 5a	<b>13 250 000</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>228 394 000</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>648 000</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>229 042 000</b>

**Liste des paiements de transfert**

	<b>Budgets des dépenses à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Budgets des dépenses révisés</b>
<b>Subventions</b>			
Subventions pour le Programme de diversification de l'Ouest	5 750 000	250 000	6 000 000
<b>Contributions</b>			
Contributions en vertu du programme Croissance économique régionale par l'innovation	126 986 781	149 364 000	276 350 781
Contributions destinées au Programme de développement des collectivités	28 156 322	45 000 000	73 156 322
Contributions destinées au Programme de diversification de l'économie de l'Ouest	130 316 777	25 000 000	155 316 777
Contributions destinées à l'Initiative pour les femmes entrepreneurs	3 900 000	5 000 000	8 900 000

**Énumération des autorisations législatives**

	<b>Autorisations à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Autorisations proposées</b>
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 684 680	648 000	5 332 680

## Ministère de la Santé

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a	Dépenses de fonctionnement	1 141 052 704	154 556 730	1 295 609 434
5a	Dépenses en capital	17 505 187	424 000	17 929 187
10a	Subventions et contributions	2 538 934 868	835 471 874	3 374 406 742
<b>Total des crédits</b>		<b>3 697 492 759</b>	<b>990 452 604</b>	<b>4 687 945 363</b>
Total des postes législatifs		165 305 899	15 226 862	180 532 761
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>3 862 798 658</b>	<b>1 005 679 466</b>	<b>4 868 478 124</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés aux investissements dans les soins de longue durée (COVID-19)	Crédit 10a	<b>501 000 000</b>
Fonds destinés à l'Accord sur la relance sécuritaire aux fins d'investissements fédéraux dans le dépistage, la recherche des contacts et la gestion des données (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1a	34 926 062
	Crédit 10a	183 047 024
<b>Total</b>		<b>217 973 086</b>
Fonds destinés aux médicaments, aux dispositifs médicaux et aux soins virtuels (COVID-19)	Crédit 1a	5 883 580
	Crédit 10a	110 007 731
<b>Total</b>		<b>115 891 311</b>
Fonds destinés à maintenir le régime canadien de gestion des produits chimiques au Canada (budget fédéral de 2021) (poste horizontal)	Crédit 1a	52 926 824
	Crédit 5a	424 000
	Crédit 10a	167 119
<b>Total</b>		<b>53 517 943</b>
Fonds destinés aux fonctions de réglementation et d'exécution, et au financement des opérations essentielles ciblant la COVID-19 (COVID-19)	Crédit 1a	<b>48 382 740</b>
Financement destiné au renouvellement du Fonds d'investissement-santé pour les territoires (budget fédéral de 2021)	Crédit 10a	<b>27 000 000</b>
Fonds destinés à la Commission de la santé mentale du Canada	Crédit 10a	<b>14 250 000</b>
Fonds destinés à soutenir la santé mentale et la lutte contre la consommation de substances dans le contexte de la pandémie (COVID-19)	Crédit 1a	<b>8 620 000</b>
Fonds destinés à accroître la capacité des ressources humaines en santé dans les provinces et les territoires, et à aider à relever d'autres défis connexes (COVID-19)	Crédit 1a	<b>2 076 610</b>

Fonds destinés à la communication et au marketing (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1a	<b>1 588 751</b>
Fonds destinés à financer la réponse initiale du Canada (COVID-19)	Crédit 1a	<b>152 163</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>990 452 604</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>15 226 862</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>1 005 679 466</b>

#### Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
<b>Subventions</b>			
Fonds d'investissement-santé pour les territoires	.....	27 000 000	27 000 000
<b>Contributions</b>			
Programme de paiements de transfert des Accords sur la relance sécuritaire liés à la COVID-19	.....	183 047 024	183 047 024
Contribution à Inforoute Santé du Canada	85 554 000	42 500 000	128 054 000
Programme de contribution de la Commission de la santé mentale du Canada	.....	14 250 000	14 250 000
Programme des politiques et des stratégies en matière de soins de santé	46 987 703	1 000 000	47 987 703
Programme de contribution pour l'engagement et la sensibilisation dans le cadre du Plan de gestion des produits chimiques	.....	167 119	167 119
<b>Autres paiement de transfert</b>			
Paiements aux provinces et aux territoires aux fins des soins à domicile et de la santé mentale	2 000 000 000	567 507 731	2 567 507 731

#### Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Autorisations proposées
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	113 752 508	15 226 862	128 979 370

## Ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses de fonctionnement	181 272 861	.....	12 719 168	193 992 029
5a Subventions et contributions	858 170 860	.....	70 000 000	928 170 860
<b>Total des crédits</b>	<b>1 039 443 721</b>	<b>.....</b>	<b>82 719 168</b>	<b>1 122 162 889</b>
Total des postes législatifs	16 019 930	.....	1 394 299	17 414 229
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>1 055 463 651</b>	<b>.....</b>	<b>84 113 467</b>	<b>1 139 577 118</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à appuyer les efforts de secours d'urgence de la Croix-Rouge canadienne (COVID-19)	Crédit 5a	<b>35 000 000</b>
Fonds destinés à l'Accord sur la relance sécuritaire aux fins d'investissements fédéraux dans le dépistage, la recherche des contacts et la gestion des données (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 5a	<b>35 000 000</b>
Fonds destinés au développement d'un programme de rachat pour les armes à style d'assaut et à une campagne nationale de marketing social	Crédit 1a	<b>8 794 890</b>
Fonds destinés à l'Équipe d'action, de coordination et d'exécution de la loi pour la lutte contre le recyclage des produits de la criminalité	Crédit 1a	<b>3 924 278</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>82 719 168</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>1 394 299</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>84 113 467</b>

### Liste des paiements de transfert

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
<b>Contributions</b>			
Contributions pour appuyer les efforts urgents de secours de la Croix-Rouge canadienne liés à la COVID-19, aux inondations et aux feux de forêt	.....	70 000 000	70 000 000

**Énumération des autorisations législatives**

	<b>Autorisations à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>	<b>Autorisations proposées</b>
<b>Budgétaire</b>		(dollars)	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	15 929 430	1 394 299	17 323 729

## Ministère des Affaires étrangères, du Commerce et du Développement

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a	Dépenses de fonctionnement	1 878 192 919	..... 16 432 502	1 894 625 421
5a	Dépenses en capital	106 409 752	..... 4 000 000	110 409 752
10a	Subventions et contributions	4 275 879 707	..... 75 000 000	4 350 879 707
15	Paiements au titre des programmes de pension, d'assurance et de sécurité sociale ou d'autres ententes pour les employés recrutés sur place à l'extérieur du Canada, ou au titre de l'administration de ces programmes ou conventions	85 473 000	..... ..	85 473 000
20	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Paiements directs	1	..... ..	1
<b>Total des crédits</b>		<b>6 345 955 379</b>	<b>..... 95 432 502</b>	<b>6 441 387 881</b>
Total des postes législatifs		377 282 685	..... ..	377 282 685
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>6 723 238 064</b>	<b>..... 95 432 502</b>	<b>6 818 670 566</b>
<b>Dépenses non budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
L25	Conformément au paragraphe 12(2) de la <i>Loi d'aide au développement international (institutions financières)</i> , paiements aux institutions financières internationales – Souscription au capital	1	..... ..	1
L30	Prêts – <i>Loi sur l'aide financière internationale</i>	154 000 000	..... ..	154 000 000
<b>Total des crédits</b>		<b>154 000 001</b>	<b>..... ..</b>	<b>154 000 001</b>
Total des postes législatifs		49 435 453	..... ..	49 435 453
<b>Total des dépenses non budgétaires</b>		<b>203 435 454</b>	<b>..... ..</b>	<b>203 435 454</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir l'accès des pays en développement aux vaccins, aux traitements et aux outils diagnostiques (COVID-19)	Crédit 10a	<b>75 000 000</b>
Fonds destinés à assurer la sécurité et les opérations de la mission du Canada à Kaboul, Afghanistan	Crédit 1a	16 432 502
	Crédit 5a	4 000 000
Total		<b>20 432 502</b>

##### Total des crédits à adopter

**95 432 502**

##### Total des dépenses budgétaires

**95 432 502**

**Liste des paiements de transfert**

	<b>Budgets des dépenses à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Budgets des dépenses révisés</b>
<b>Subventions</b>			
Subventions du programme d'aide au développement international pour la programmation multilatérale	2 305 409 084	75 000 000	2 380 409 084

## Ministère des Femmes et de l'Égalité des genres

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses de fonctionnement	45 345 445	.....	12 058 140	57 403 585
5a Subventions et contributions	75 544 022	.....	88 575 100	164 119 122
<b>Total des crédits</b>	<b>120 889 467</b>	<b>.....</b>	<b>100 633 240</b>	<b>221 522 707</b>
Total des postes législatifs	4 658 064	.....	2 411 624	7 069 688
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>125 547 531</b>	<b>.....</b>	<b>103 044 864</b>	<b>228 592 395</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à faire avancer un plan d'action national pour mettre fin à la violence fondée sur le genre (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	12 058 140
	Crédit 5a	88 575 100

Total

**100 633 240**

**Total des crédits à adopter**

**100 633 240**

**Total des crédits législatifs**

**2 411 624**

**Total des dépenses budgétaires**

**103 044 864**

**Liste des paiements de transfert**

	<b>Budgets des dépenses à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Budgets des dépenses révisés</b>
<b>Subventions</b>			
Programme de promotion de la femme – Subventions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	43 337 000	54 463 578	97 800 578
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe – Subventions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d'améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l'échelle nationale, régionale et locale	10 491 035	14 625 000	25 116 035
<b>Contributions</b>			
Programme de promotion de la femme – Contributions à des organismes de femmes et à d'autres organismes bénévoles dans le but de promouvoir la participation des femmes à la société canadienne	12 256 977	15 361 522	27 618 499
Programme de financement pour la lutte contre la violence fondée sur le sexe – Contributions pour les organismes, institutions et autres ordres de gouvernement canadiens afin d'améliorer les mesures de soutien et de créer des solutions globales à long terme pour les personnes survivantes à l'échelle nationale, régionale et locale	2 959 010	4 125 000	7 084 010

**Énumération des autorisations législatives**

	<b>Autorisations à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Autorisations proposées</b>
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	4 567 564	2 411 624	6 979 188

## Ministère des Finances

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a	Dépenses du programme	114 100 475	..... 394 442	114 494 917
5	Autorisation pour le montant de l'aide en paiements directs à l'Association internationale de développement conformément à la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i>	1	.....	1
<b>Total des crédits</b>		<b>114 100 476</b>	<b>..... 394 442</b>	<b>114 494 918</b>
Total des postes législatifs		103 637 535 431	..... 5 363 170 722	109 000 706 153
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>103 751 635 907</b>	<b>..... 5 363 565 164</b>	<b>109 115 201 071</b>
<b>Dépenses non budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
L10a	Autorisation d'établir le montant maximal payable pour l'achat d'actions de la Société financière internationale (paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> )	.....	..... 1	1
<b>Total des crédits</b>		<b>.....</b>	<b>..... 1</b>	<b>1</b>
Total des postes législatifs		49 000 000	..... 224 400 000	273 400 000
<b>Total des dépenses non budgétaires</b>		<b>49 000 000</b>	<b>..... 224 400 001</b>	<b>273 400 001</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à soutenir le Groupe de travail sur les femmes dans l'économie

Crédit 1a 394 442

##### Total des crédits à adopter

394 442

##### Total des crédits législatifs

5 363 170 722

#### Total des dépenses budgétaires

5 363 565 164

#### Dépenses non-budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit

Crédit L10a 1

##### Total des crédits à adopter

1

##### Total des crédits législatifs

224 400 000

#### Total des dépenses non-budgétaires

224 400 001

## Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses  (dollars)	Autorisations proposées
<b>Budgétaire</b>			
Intérêt sur la dette non échue ( <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> )	15 824 892 341	348 107 659	16 173 000 000
Autres frais d'intérêts	5 045 341 133	87 658 867	5 133 000 000
Paiements liés au Transfert canadien en matière de santé (l'article 24.72 - <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> )	. . . . .	4 000 000 000	4 000 000 000
Paiements aux provinces et aux territoires pour le plan d'immunisation du Canada contre la COVID-19 (paragraphe 198(2) - <i>Loi no 1 d'exécution du budget de 2021</i> )	. . . . .	1 000 000 000	1 000 000 000
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	12 942 149	95 456	13 037 605
Recouvrement ayant trait aux allocations aux jeunes ( <i>Loi de 1964 sur la révision des arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> )	(1 030 231 740)	(13 750 260)	(1 043 982 000)
Paiements de remplacement au titre des programmes permanents (partie VI – <i>Loi sur les arrangements fiscaux entre le gouvernement fédéral et les provinces</i> )	(4 676 879 000)	(58 941 000)	(4 735 820 000)
<b>Non budgétaire</b>			
Paiement à la Société financière internationale pour l'achat d'actions (paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> )	. . . . .	224 400 000	224 400 000

## Ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
		(dollars)			
<b>Dépenses budgétaires</b>					
<b>Crédits</b>					
1a	Dépenses de fonctionnement	1 634 265 848	(515 306)	866 638 152	2 500 388 694
5a	Dépenses en capital	268 287	.....	1 553 000	1 821 287
10a	Subventions et contributions	3 032 868 793	(7 606 792)	136 347 028	3 161 609 029
25a	Remise de dette	.....	515 306	1	515 307
<b>Total des crédits</b>		<b>4 667 402 928</b>	<b>(7 606 792)</b>	<b>1 004 538 181</b>	<b>5 664 334 317</b>
Total des postes législatifs		29 229 903	.....	4 788	29 234 691
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>4 696 632 831</b>	<b>(7 606 792)</b>	<b>1 004 542 969</b>	<b>5 693 569 008</b>
<b>Dépenses non budgétaires</b>					
<b>Crédits</b>					
L15	Prêts à des revendicateurs autochtones	25 903 000	.....	.....	25 903 000
<b>Total des dépenses non budgétaires</b>		<b>25 903 000</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>	<b>25 903 000</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à la Convention de règlement relative aux externats indiens fédéraux (McLean)	Crédit 1a	<b>610 000 000</b>
Fonds destinés au règlement ayant trait à la rafle des années 1960	Crédit 1a	<b>256 606 823</b>
Fonds destinés à répondre aux besoins des gouvernements des territoires en matière de logement et d'infrastructure (budget fédéral de 2021)	Crédit 10a	<b>50 000 000</b>
Fonds destinés au logement des Inuits	Crédit 10a	<b>40 000 000</b>
Fonds destinés à augmenter la contribution de Nutrition Nord (budget fédéral de 2021)	Crédit 10a	<b>20 000 000</b>
Fonds destinés à la mise en œuvre de l'Entente Canada-Nation Tsilhqot'in-Colombie-Britannique sur la voie à suivre Gwets'en Nilt'i	Crédit 10a	<b>8 121 100</b>
Fonds destinés à faire progresser la réconciliation par la mise en œuvre de mesures provisoires avec les Mohawks de Kahnawà:ke	Crédit 10a	<b>7 606 792</b>
Fonds destinés à l'amélioration de la ventilation des bâtiments publics (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1a	31 329
	Crédit 10a	5 460 240
<b>Total</b>		<b>5 491 569</b>
Fonds destinés au renouvellement de l'Accord sur les revendications territoriales des Inuit du Nunavik et à la gestion coopérative du parc national des Monts-Torngat (poste horizontal)	Crédit 10a	<b>3 158 896</b>
Fonds destinés à la mise en œuvre d'une entente de réconciliation intérimaire	Crédit 10a	<b>2 000 000</b>
Fonds destinés à la Station canadienne de recherche dans l'Extrême-Arctique	Crédit 5a	<b>1 553 000</b>

Fonds destinés à autoriser l'inclusion et le rajustement d'une autorisation intégrée au libellé d'un crédit	Crédit 25a	1
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>1 004 538 181</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>4 788</b>
<b>Transferts</b>		
Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des Subventions pour le remboursement de prêts relatifs aux négociations des traités aux groupes autochtones ayant conclu une entente sur les revendications territoriales globales (1 189 888 \$) aux Subventions aux Premières Nations participantes et à l'Autorité scolaire des Premières Nations en vertu de la <i>Loi sur la compétence des Premières Nations en matière d'éducation en Colombie-Britannique</i>	Crédit 10a	.....
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (25 000 000 \$) à la Subvention à l'Association inuite du Qikiqtani pour établir le Fonds spécial Saimaqtigiingniq	Crédit 10a	.....
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (184 468 572 \$) aux Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35	Crédit 10a	.....
Réaffectations des ressources à l'interne pour l'exonération des créances de l'emprunt perpétuel de la Première Nation Stoney Nakoda	Crédit 1a Crédit 25a	(515 306) 515 306
Total		.....
Transferts à d'autres organisations		
Transfert du ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord au ministère des Services aux Autochtones pour faire progresser la réconciliation et établir une nouvelle relation avec les Mohawks de Kahnawà:ke	Crédit 10a	(7 606 792)
<b>Total des transferts</b>		<b>(7 606 792)</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>996 936 177</b>

**Liste des paiements de transfert**

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
<b>Subventions</b>			
Subventions pour la mise en œuvre des ententes sur les revendications territoriales globales et l'autonomie gouvernementale et autres ententes visant à régler les droits découlant de l'article 35	770 580 349	237 319 792	1 007 900 141
Subventions pour l'évolution politique des territoires, particulièrement en ce qui concerne le transfert des responsabilités	21 450 036	50 000 000	71 450 036
Subvention à l'Association inuite du Qikiqtani pour établir le Fonds spécial Saimaqtigiingniq	.....	25 000 000	25 000 000
Subventions aux Premières Nations participantes et à l'Autorité scolaire des Premières Nations en vertu de la <i>Loi sur la compétence des Premières Nations en matière d'éducation en Colombie-Britannique</i>	600 000	1 189 888	1 789 888
<b>Contributions</b>			
Contributions pour appuyer l'accès aux aliments sains dans les collectivités isolées du Nord	108 072 989	20 000 000	128 072 989
Programme de contributions de l'interlocuteur fédéral	47 011 832	2 730 120	49 741 952

**Énumération des autorisations législatives**

	<b>Autorisations à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Autorisations proposées</b>
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	23 042 197	4 788	23 046 985

## Ministère des Ressources naturelles

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses de fonctionnement	694 982 982	.....	22 540 739	717 523 721
5a Dépenses en capital	13 629 040	.....	700 000	14 329 040
10a Subventions et contributions	1 254 135 315	.....	326 935 035	1 581 070 350
<b>Total des crédits</b>	<b>1 962 747 337</b>	<b>.....</b>	<b>350 175 774</b>	<b>2 312 923 111</b>
Total des postes législatifs	275 457 322	.....	1 985 548	277 442 870
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>2 238 204 659</b>	<b>.....</b>	<b>352 161 322</b>	<b>2 590 365 981</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Financement destiné au Fonds de réduction des émissions (COVID-19)	Crédit 10a	<b>121 500 536</b>
Fonds destinés au programme d'énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification et au programme de pré-développement d'interconnexions stratégiques	Crédit 1a	8 851 709
	Crédit 10a	79 848 040
<b>Total</b>		<b>88 699 749</b>
Fonds destinés à mettre en œuvre des solutions climatiques naturelles au Canada (poste horizontal)	Crédit 1a	10 339 039
	Crédit 5a	700 000
	Crédit 10a	59 500 000
<b>Total</b>		<b>70 539 039</b>
Fonds destinés à la Stratégie emploi et compétences jeunesse (poste horizontal)	Crédit 1a	892 582
	Crédit 10a	42 917 647
<b>Total</b>		<b>43 810 229</b>
Fonds destinés à accroître la disponibilité des bornes de recharge et des stations de ravitaillement pour les véhicules émission zéro	Crédit 1a	2 457 409
	Crédit 10a	17 168 812
<b>Total</b>		<b>19 626 221</b>
Fonds destinés à protéger les emplois dans le secteur forestier de l'est du Canada et pour appuyer la mise en œuvre de la Stratégie d'intervention précoce contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette	Crédit 10a	<b>6 000 000</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>350 175 774</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>1 985 548</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>352 161 322</b>

**Liste des paiements de transfert**

	<b>Budgets des dépenses à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Budgets des dépenses révisés</b>
<b>Subventions</b>			
Subventions pour le renforcement des capacités pour Accroître les forêts canadiennes	. . . . .	500 000	500 000
Subventions à l'appui de l'engagement et de renforcement des capacités, des énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification	. . . . .	200 000	200 000
<b>Contributions</b>			
Contributions à l'appui du Fonds de réduction des émissions	559 855 905	121 500 536	681 356 441
Contributions à l'appui de projets d'énergies renouvelables intelligentes et de trajectoires d'électrification	. . . . .	74 648 040	74 648 040
Contributions pour Accroître les forêts canadiennes	. . . . .	59 000 000	59 000 000
Contributions à l'appui de la Stratégie emploi et compétences jeunesse	558 000	42 917 647	43 475 647
Contributions à l'appui du programme d'infrastructure pour les véhicules à émission zéro	34 100 000	17 168 812	51 268 812
Contributions pour appuyer la stratégie d'intervention précoce contre la tordeuse des bourgeons de l'épinette – Phase II	23 000 000	6 000 000	29 000 000
Contributions à l'appui de projets de prédéveloppement d'interconnexions stratégiques	. . . . .	5 000 000	5 000 000

**Énumération des autorisations législatives**

	<b>Autorisations à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Autorisations proposées</b>
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	60 422 325	1 985 548	62 407 873

## Ministère des Services aux Autochtones

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses de fonctionnement	2 095 935 733	.....	1 370 648 221	3 466 583 954
5a Dépenses en capital	6 115 242	.....	31 111 298	37 226 540
10a Subventions et contributions	11 283 347 845	7 606 792	3 985 198 423	15 276 153 060
<b>Total des crédits</b>	<b>13 385 398 820</b>	<b>7 606 792</b>	<b>5 386 957 942</b>	<b>18 779 963 554</b>
Total des postes législatifs	120 698 576	.....	38 263 838	158 962 414
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>13 506 097 396</b>	<b>7 606 792</b>	<b>5 425 221 780</b>	<b>18 938 925 968</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds pour les règlements extrajudiciaires	Crédit 1a	<b>1 239 851 702</b>
Fonds destinés aux Services à l'enfance et à la famille des Premières Nations, à la mise en œuvre des ordonnances du Tribunal canadien des droits de la personne et au règlement des requêtes de non-conformité	Crédit 1a	11 271 947
	Crédit 10a	1 050 449 998
<b>Total</b>		<b>1 061 721 945</b>
Financement destiné au Fonds de soutien aux communautés autochtones (COVID-19) (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	595 729
	Crédit 10a	760 000 000
<b>Total</b>		<b>760 595 729</b>
Fonds destinés à la poursuite de l'intervention en santé publique dans les communautés autochtones (COVID-19) (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	38 993 447
	Crédit 5a	15 000 000
	Crédit 10a	423 100 000
<b>Total</b>		<b>477 093 447</b>
Fonds destinés aux communautés autochtones touchées par des perturbations de revenus qui sont nécessaires pour fournir des programmes et des services (COVID-19)	Crédit 1a	2 844 012
	Crédit 10a	329 937 468
<b>Total</b>		<b>332 781 480</b>
Fonds destinés au fonctionnement et à l'entretien des infrastructures dans les communautés des Premières Nations dans les réserves (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	1 706 653
	Crédit 10a	290 186 248
<b>Total</b>		<b>291 892 901</b>

Fonds destinés aux projets liés aux infrastructures dans les communautés autochtones	Crédit 1a	15 852 252
	Crédit 10a	209 328 057
<b>Total</b>		<b>225 180 309</b>
Fonds destinés à la santé mentale et au bien-être (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	40 772 489
	Crédit 10a	152 500 000
<b>Total</b>		<b>193 272 489</b>
Fonds destinés à soutenir les entreprises autochtones (COVID-19) (budget fédéral de 2021)	Crédit 10a	<b>186 504 560</b>
Fonds destinés à la poursuite de l'intervention en santé publique dans les communautés autochtones (COVID-19)	Crédit 1a	13 678 969
	Crédit 5a	16 111 298
	Crédit 10a	112 692 243
<b>Total</b>		<b>142 482 510</b>
Fonds destinés à financer une relance sécuritaire dans les communautés autochtones (COVID-19) (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	491 357
	Crédit 10a	137 767 746
<b>Total</b>		<b>138 259 103</b>
Fonds destinés à la Stratégie emploi et compétences jeunesse (poste horizontal)	Crédit 1a	2 913 722
	Crédit 10a	76 267 000
<b>Total</b>		<b>79 180 722</b>
Fonds destinés à venir en aide aux étudiants et aux jeunes (COVID-19) (budget fédéral de 2021)	Crédit 10a	<b>75 300 000</b>
Fonds destinés à établir un système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants (budget fédéral de 2021)	Crédit 10a	<b>67 000 000</b>
Fonds destinés à la modernisation de la gouvernance et des capacités autochtones (budget fédéral de 2021)	Crédit 10a	<b>49 545 327</b>
Fonds destinés à l'apprentissage et à la garde des jeunes enfants (poste horizontal)	Crédit 1a	244 046
	Crédit 10a	34 836 087
<b>Total</b>		<b>35 080 133</b>
Fonds destinés à l'amélioration de la ventilation des bâtiments publics (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1a	72 560
	Crédit 10a	18 650 840
<b>Total</b>		<b>18 723 400</b>
Fonds destinés à élaborer conjointement des options de lois fédérales sur la santé des Autochtones fondées sur les distinctions	Crédit 1a	1 359 336
	Crédit 10a	11 132 849
<b>Total</b>		<b>12 492 185</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>5 386 957 942</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>38 263 838</b>
<b>Transferts</b>		
Transferts provenant d'autres organisations		
Transfert du ministère des Relations Couronne-Autochtones et des Affaires du Nord au ministère des Services aux Autochtones pour faire progresser la réconciliation et établir une nouvelle relation avec les Mohawks de Kahnawà:ke	Crédit 10a	<b>7 606 792</b>

Transferts à l'interne		
Réaffectation des ressources à l'interne des contributions (7 000 000 \$) aux Subventions pour fournir des services essentiels aux personnes dans le cadre des programmes d'aide au revenu et d'aide à la vie autonome	Crédit 10a	.....
<b>Total des transferts</b>		<b>7 606 792</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>5 432 828 572</b>

**Liste des paiements de transfert**

	Budgets des dépenses à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses (dollars)	Budgets des dépenses révisés
<b>Subventions</b>			
Subventions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon	10 000 000	7 000 000	17 000 000
<b>Contributions</b>			
Contributions aux soins de santé primaires des Premières Nations et des Inuits	1 284 612 293	723 128 330	2 007 740 623
Contributions visant à appuyer les Initiatives de bien-être communautaire et en matière de compétence à l'intention des enfants et des familles	.....	565 649 958	565 649 958
Contributions visant à offrir des services de protection et de prévention aux enfants et aux familles	.....	484 800 040	484 800 040
Contributions pour appuyer la gestion des urgences dans le cadre des activités dans les réserves	97 994 272	445 000 000	542 994 272
Contributions pour appuyer la construction et l'entretien des infrastructures communautaires	1 950 951 803	396 379 335	2 347 331 138
Contributions pour appuyer l'Initiative sur les partenariats stratégiques pour le développement économique des Autochtones	15 950 000	341 637 468	357 587 468
Contributions à l'appui des Programmes urbains pour les peuples autochtones	69 303 051	315 000 000	384 303 051
Contributions pour appuyer la gestion des terres et le développement économique	175 334 264	245 979 378	421 313 642
Contributions pour favoriser l'essor du régime d'éducation primaire et secondaire des Premières Nations	1 981 524 908	179 000 000	2 160 524 908
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Premières Nations	300 172 439	89 487 929	389 660 368
Contributions au soutien à l'infrastructure de la santé des Premières Nations et des Inuits	844 414 284	69 350 633	913 764 917
Contributions visant à accroître la participation des jeunes Inuits et des Premières Nations aux possibilités en éducation et sur le marché du travail	35 559 000	59 600 000	95 159 000
Contributions servant à la prestation de services publics dans le domaine du soutien aux gouvernements indiens et à l'établissement de systèmes solides de gouvernance, d'administration et de responsabilisation	72 002 065	49 545 327	121 547 392
Contributions visant à fournir un soutien au revenu aux personnes qui habitent dans les réserves indiennes et aux Indiens inscrits du territoire du Yukon	921 505 871	9 667 000	931 172 871
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire de la Nation métisse	34 787 428	8 332 626	43 120 054
Contributions pour appuyer la Stratégie d'éducation postsecondaire des Inuits	8 458 159	3 247 191	11 705 350

**Énumération des autorisations législatives**

	<b>Autorisations à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b>  (dollars)	<b>Autorisations proposées</b>
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	85 474 685	8 579 725	94 054 410
Contributions relatives au Fonds pour le développement des collectivités du Canada ( <i>Loi sur le soutien de la croissance, de l'économie et de l'emploi au Canada</i> )	31 033 391	29 684 113	60 717 504

## Ministère des Transports

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses de fonctionnement	741 693 237	.....	2 868 901	744 562 138
5a Dépenses en capital	122 406 985	.....	375 791	122 782 776
10a Subventions et contributions	960 185 842	.....	373 362 200	1 333 548 042
<b>Total des crédits</b>	<b>1 824 286 064</b>	<b>.....</b>	<b>376 606 892</b>	<b>2 200 892 956</b>
Total des postes législatifs	226 959 249	.....	516 412	227 475 661
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>2 051 245 313</b>	<b>.....</b>	<b>377 123 304</b>	<b>2 428 368 617</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à aider le secteur aérien pendant la pandémie (COVID-19)	Crédit 1a	2 632 027
	Crédit 5a	375 791
	Crédit 10a	359 632 200
<b>Total</b>		<b>362 640 018</b>
Fonds destinés au renouvellement du Programme de contributions pour les services ferroviaires voyageurs (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	236 874
	Crédit 10a	13 730 000
<b>Total</b>		<b>13 966 874</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>376 606 892</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>516 412</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>377 123 304</b>

**Liste des paiements de transfert**

	<b>Budgets des dépenses à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Budgets des dépenses révisés</b>
<b>Contributions</b>			
Programme des infrastructures essentielles des aéroports	.....	202 734 700	202 734 700
Programme d'aide aux immobilisations aéroportuaires	38 000 000	92 043 900	130 043 900
Allègement financier pour les administrations aéroportuaires	.....	64 853 600	64 853 600
Programme ferroviaire voyageur dans les collectivités éloignées (PFVCE)	.....	13 730 000	13 730 000

**Énumération des autorisations législatives**

	<b>Autorisations à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Autorisations proposées</b>
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	86 818 172	516 412	87 334 584

## Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses de fonctionnement	2 704 667 883	.....	664 795 630	3 369 463 513
5 Dépenses en capital	1 632 968 893	.....	.....	1 632 968 893
<b>Total des crédits</b>	<b>4 337 636 776</b>	<b>.....</b>	<b>664 795 630</b>	<b>5 002 432 406</b>
Total des postes législatifs	153 593 405	.....	.....	153 593 405
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>4 491 230 181</b>	<b>.....</b>	<b>664 795 630</b>	<b>5 156 025 811</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à approvisionner le système de santé (COVID-19)	Crédit 1a	<b>650 881 493</b>
Fonds destinés à l'augmentation des dépenses obligatoires relatives à des immeubles appartenant à l'État et à des locaux loués	Crédit 1a	<b>13 914 137</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>664 795 630</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>664 795 630</b>

## Ministère du Patrimoine canadien

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses de fonctionnement	210 280 706	.....	4 892 194	215 172 900
5a Subventions et contributions	1 298 495 542	.....	349 843 845	1 648 339 387
<b>Total des crédits</b>	<b>1 508 776 248</b>	<b>.....</b>	<b>354 736 039</b>	<b>1 863 512 287</b>
Total des postes législatifs	27 803 569	.....	1 090 788	28 894 357
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>1 536 579 817</b>	<b>.....</b>	<b>355 826 827</b>	<b>1 892 406 644</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés aux secteurs du patrimoine, des arts et des sports (COVID-19) (budget fédéral de 2021)	Crédit 5a	<b>150 000 000</b>
Fonds destinés à soutenir les festivals et événements communautaires (COVID-19) (budget fédéral de 2021)	Crédit 5a	<b>100 000 000</b>
Fonds destinés à soutenir les travailleurs du secteur des arts et des événements devant public dans le contexte de la pandémie (COVID-19) (poste horizontal)	Crédit 1a	1 258 224
	Crédit 5a	63 338 845
<b>Total</b>		<b>64 597 069</b>
Fonds destinés à la promotion du multiculturalisme et à la lutte contre le racisme	Crédit 1a	3 096 216
	Crédit 5a	20 705 000
<b>Total</b>		<b>23 801 216</b>
Fonds destinés à la Stratégie emploi et compétences jeunesse (poste horizontal)	Crédit 1a	537 754
	Crédit 5a	15 800 000
<b>Total</b>		<b>16 337 754</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>354 736 039</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>1 090 788</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>355 826 827</b>

**Liste des paiements de transfert**

	<b>Budgets des dépenses à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Budgets des dépenses révisés</b>
<b>Subventions</b>			
Subventions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	31 750 000	26 767 204	58 517 204
Subventions pour financer le programme Développement des communautés par le biais des arts et du patrimoine	17 555 000	11 471 641	29 026 641
Subventions pour le Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme, et à la lutte contre le racisme	7 000 000	9 705 000	16 705 000
<b>Contributions</b>			
Contributions au Fonds de la musique du Canada	26 799 231	24 600 000	51 399 231
Contributions en vertu du Programme d'aide aux musées	11 076 284	12 000 000	23 076 284
Contributions pour le Programme de soutien aux communautés, au multiculturalisme, et à la lutte contre le racisme	6 083 659	11 000 000	17 083 659
Contributions à l'appui du programme Développement des communautés de langue officielle	243 091 079	1 900 000	244 991 079
Contributions à l'appui du programme Mise en valeur des langues officielles	113 623 289	1 900 000	115 523 289
Contributions pour le Fonds du Canada pour la présentation des arts	727 742	500 000	1 227 742

**Énumération des autorisations législatives**

	<b>Autorisations à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Autorisations proposées</b>
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	25 696 069	1 090 788	26 786 857

## Registraire de la Cour suprême du Canada

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
		(dollars)		
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses du programme	26 997 385	.....	439 139	27 436 524
<b>Total des crédits</b>	<b>26 997 385</b>	<b>.....</b>	<b>439 139</b>	<b>27 436 524</b>
Total des postes législatifs	12 163 776	.....	35 439	12 199 215
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>39 161 161</b>	<b>.....</b>	<b>474 578</b>	<b>39 635 739</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

<b>Dépenses budgétaires</b>			
<b>Crédits à adopter</b>			
Fonds destinés à soutenir la reprise des activités de la Cour (COVID-19)		Crédit 1a	<b>439 139</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>			<b>439 139</b>
<b>Total des crédits législatifs</b>			<b>35 439</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>			<b>474 578</b>

### Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	3 006 100	35 439	3 041 539

## Secrétariat du Conseil du Trésor

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour	
		Transferts	Rajustements		
(dollars)					
<b>Dépenses budgétaires</b>					
<b>Crédits</b>					
1a	Dépenses du programme	281 146 231	88 700	18 988 599	300 223 530
5	Dépenses éventuelles du gouvernement	750 000 000	.....	.....	750 000 000
10a	Initiatives pangouvernementales	111 151 120	.....	7 000 000	118 151 120
20	Assurances de la fonction publique	3 048 119 626	.....	.....	3 048 119 626
25a	Report du budget de fonctionnement	1 600 000 000	.....	500 000 000	2 100 000 000
30	Besoins en matière de rémunération	600 000 000	.....	.....	600 000 000
35a	Report du budget des dépenses en capital	600 000 000	.....	100 000 000	700 000 000
<b>Total des crédits</b>		<b>6 990 416 977</b>	<b>88 700</b>	<b>625 988 599</b>	<b>7 616 494 276</b>
Total des postes législatifs		31 744 976	.....	2 277 450	34 022 426
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>7 022 161 953</b>	<b>88 700</b>	<b>628 266 049</b>	<b>7 650 516 702</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Financement destiné au report de fonds du budget de fonctionnement et du budget des dépenses en capital

Crédit 25a 500 000 000  
Crédit 35a 100 000 000

Total

**600 000 000**

Fonds destinés à la stabilisation du système de paye Phénix et aux initiatives des RH à la paye (budget fédéral de 2021)

Crédit 1a **18 988 599**

Fonds destinés à l'indemnisation des anciens employés pour les préjudices subis liés au système de paye Phénix

Crédit 10a **7 000 000**

##### Total des crédits à adopter

**625 988 599**

##### Total des crédits législatifs

**2 277 450**

##### Transferts

Transferts provenant d'autres organisations

Transfert du ministère de l'Emploi et du Développement social au Secrétariat du Conseil du Trésor pour soutenir le groupe de travail sur l'équité en matière d'emploi pour le travail entrepris par le Bureau de la dirigeante principale des ressources humaines

Crédit 1a **88 700**

##### Total des transferts

**88 700**

##### Total des dépenses budgétaires

**628 354 749**

**Énumération des autorisations législatives**

	<b>Autorisations à ce jour</b>	<b>Présent budget supplémentaire des dépenses</b> (dollars)	<b>Autorisations proposées</b>
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	31 652 476	2 277 450	33 929 926

## Services partagés Canada

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a	Dépenses de fonctionnement	1 603 400 792	90 882 513	1 694 283 305
5a	Dépenses en capital	209 982 042	66 145 833	276 127 875
<b>Total des crédits</b>		<b>1 813 382 834</b>	<b>157 028 346</b>	<b>1 970 411 180</b>
Total des postes législatifs		94 672 200	1 118 950	95 791 150
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>1 908 055 034</b>	<b>158 147 296</b>	<b>2 066 202 330</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés au Programme de renouvellement de la technologie de l'information (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	47 220 412
	Crédit 5a	51 530 884

<b>Total</b>		<b>98 751 296</b>
--------------	--	-------------------

Fonds destinés à la cybersécurité et à la sécurité des technologies de l'information	Crédit 1a	28 083 815
	Crédit 5a	14 614 949

<b>Total</b>		<b>42 698 764</b>
--------------	--	-------------------

Fonds destinés à couvrir les coûts liés à la prestation de services essentiels en matière de technologie de l'information	Crédit 1a	15 578 286
---	-----------	------------

<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>157 028 346</b>
------------------------------------	--	--------------------

<b>Total des crédits législatifs</b>		<b>1 118 950</b>
--------------------------------------	--	------------------

<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>158 147 296</b>
---------------------------------------	--	--------------------

### Énumération des autorisations législatives

Budgétaire	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
		(dollars)	
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	94 672 200	1 118 950	95 791 150

## Société canadienne d'hypothèques et de logement

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Remboursement en vertu des dispositions de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> et la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i>	3 259 488 472	.....	1 799 881 898	5 059 370 370
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>3 259 488 472</b>	<b>.....</b>	<b>1 799 881 898</b>	<b>5 059 370 370</b>
<b>Dépenses non budgétaires</b>				
Total des postes législatifs	3 209 467 541	.....	.....	3 209 467 541
<b>Total des dépenses non budgétaires</b>	<b>3 209 467 541</b>	<b>.....</b>	<b>.....</b>	<b>3 209 467 541</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à l'Initiative de logement rapide (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	<b>1 468 853 095</b>
Financement destiné au Fonds national de co-investissement pour le logement (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	<b>191 600 000</b>
Fonds destinés à des rénovations énergétiques résidentielles (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	<b>89 870 000</b>
Financement destiné au Fonds de secours d'urgence de Granville Island (COVID-19) (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	<b>21 678 209</b>
Fonds destinés à l'Aide d'urgence du Canada pour le loyer commercial destinée aux petites entreprises (COVID-19)	Crédit 1a	<b>15 800 000</b>
Fonds destinés à la Stratégie emploi et compétences jeunesse (poste horizontal)	Crédit 1a	<b>7 850 000</b>
Fonds destinés à l'Allocation canadienne pour le logement	Crédit 1a	<b>2 230 594</b>
Fonds destinés à soutenir les étudiants et les jeunes (COVID-19)	Crédit 1a	<b>2 000 000</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>1 799 881 898</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>1 799 881 898</b>

## Société du Centre national des Arts

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement	37 854 709	.....	1 365 700	39 220 409
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>37 854 709</b>	<b>.....</b>	<b>1 365 700</b>	<b>39 220 409</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

<b>Dépenses budgétaires</b>			
<b>Crédits à adopter</b>			
Fonds destinés à la modernisation de l'infrastructure numérique de la Société du Centre national des Arts	Crédit 1a		<b>1 365 700</b>
<b>Total des crédits à adopter</b>			<b>1 365 700</b>
<b>Total des dépenses budgétaires</b>			<b>1 365 700</b>

## Statistique Canada

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Dépenses du programme	721 223 424	.....	39 789 768	761 013 192
<b>Total des crédits</b>	<b>721 223 424</b>	<b>.....</b>	<b>39 789 768</b>	<b>761 013 192</b>
Total des postes législatifs	81 107 268	.....	5 326 336	86 433 604
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>802 330 692</b>	<b>.....</b>	<b>45 116 104</b>	<b>847 446 796</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Fonds destinés à faire face aux pressions liées aux activités de recouvrement des coûts et au Recensement de la population de 2021	Crédit 1a	<b>39 789 768</b>
--	-----------	-------------------

<b>Total des crédits à adopter</b>	<b>39 789 768</b>
------------------------------------	-------------------

<b>Total des crédits législatifs</b>	<b>5 326 336</b>
--------------------------------------	------------------

<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>45 116 104</b>
---------------------------------------	-------------------

### Énumération des autorisations législatives

	Autorisations à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses	Autorisations proposées
(dollars)			
<b>Budgétaire</b>			
Contributions aux régimes d'avantages sociaux des employés	81 107 268	5 326 336	86 433 604

## Téléfilm Canada

### Sommaire de l'organisation

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>	102 908 479	.....	149 000 000	251 908 479
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>102 908 479</b>	<b>.....</b>	<b>149 000 000</b>	<b>251 908 479</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

### Explication du besoin (dollars)

#### Dépenses budgétaires

##### Crédits à adopter

Financement destiné au Fonds d'indemnisation à court terme pour productions audiovisuelles canadiennes (budget fédéral de 2021)	Crédit 1a	<b>100 000 000</b>
---	-----------	--------------------

Fonds destinés à soutenir l'industrie audiovisuelle (COVID-19)	Crédit 1a	<b>49 000 000</b>
--	-----------	-------------------

<b>Total des crédits à adopter</b>		<b>149 000 000</b>
------------------------------------	--	--------------------

<b>Total des dépenses budgétaires</b>		<b>149 000 000</b>
---------------------------------------	--	--------------------

**VIA Rail Canada Inc.****Sommaire de l'organisation**

	Budgets des dépenses précédents à ce jour	Présent budget supplémentaire des dépenses		Autorisations proposées à ce jour
		Transferts	Rajustements	
(dollars)				
<b>Dépenses budgétaires</b>				
<b>Crédits</b>				
1a Paiements à la société	769 779 151	. . . . .	95 000 000	864 779 151
<b>Total des dépenses budgétaires</b>	<b>769 779 151</b>	<b>. . . . .</b>	<b>95 000 000</b>	<b>864 779 151</b>

Nota : Des renseignements supplémentaires par organisation sont disponibles sur le site Web du Secrétariat du Conseil du Trésor - <http://www.canada.ca/fr/secretariat-conseil-tresor.html>.

**Explication du besoin (dollars)****Dépenses budgétaires****Crédits à adopter**

Fonds destinés aux besoins opérationnels critiques (COVID-19)

Crédit 1a

**95 000 000****Total des crédits à adopter****95 000 000****Total des dépenses budgétaires****95 000 000**

# **Budget supplémentaire des dépenses (A) 2021-2022**

## **Annexe**

Postes devant être inclus dans les annexes proposées au  
projet de loi de crédits

**Postes devant être inclus dans l'annexe 1 proposée au projet de loi de crédits**  
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	ADMINISTRATION CANADIENNE DE LA SÛRETÉ DU TRANSPORT AÉRIEN		
1a	– Paiements à l'Administration pour les dépenses de fonctionnement et les dépenses en capital		285 061 112
	AGENCE CANADIENNE D'INSPECTION DES ALIMENTS		
1a	– Dépenses de fonctionnement	28 574 835	
	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		
	– Contributions		
5a	– Dépenses en capital	83 314	
			28 658 149
	AGENCE CANADIENNE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU NORD		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice		4 625 000
	– Contributions		
	AGENCE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE DU CANADA POUR LES RÉGIONS DU QUÉBEC		
1a	– Dépenses de fonctionnement	848 000	
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	70 700 000	
	– Contributions		
			71 548 000
	AGENCE DE LA SANTÉ PUBLIQUE DU CANADA		
1a	– Dépenses de fonctionnement	3 924 415 611	
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la vente de produits, de la prestation de services d'inspection et de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
5a	– Dépenses en capital	74 900 167	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l'approbation du Conseil du Trésor	393 891 997	
	– Contributions		
			4 393 207 775
	AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE		
1a	– Dépenses de fonctionnement	793 805	
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>AGENCE DE PROMOTION ÉCONOMIQUE DU CANADA ATLANTIQUE <i>(suite et fin)</i></p> <p>Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
5a	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions</p>	61 532 000	62 325 805
	<p>AGENCE FÉDÉRALE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE POUR LE SUD DE L'ONTARIO</p>		
1a	– Dépenses de fonctionnement	2 799 695	
5a	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions</p>	102 375 000	105 174 695
	<p>AGENCE PARCS CANADA</p>		
1a	<p>– Dépenses du programme</p> <p>– Dépenses en capital</p> <p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions, notamment :</p> <p>a) les dépenses afférentes à des propriétés autres que celles du gouvernement fédéral;</p> <p>b) les paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions à l'égard des engagements assumés par ces dernières.</p>		42 409 329
	<p>BIBLIOTHÈQUE ET ARCHIVES DU CANADA</p>		
5a	– Dépenses en capital		7 391 171
	<p>BUREAU DE L'INFRASTRUCTURE DU CANADA</p>		
1a	<p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>	30 356 414	
10a	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions</p>	729 638 438	759 994 852
	<p>BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ</p>		
1a	<p>– Dépenses du programme, y compris :</p> <p>a) les dépenses de fonctionnement des commissions d'enquête non prévues;</p> <p>b) les contributions relatives aux frais engagés par des personnes comparissant devant des commissions d'enquête;</p>		5 362 205

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<b>BUREAU DU CONSEIL PRIVÉ (suite et fin)</b>		
	c) le fonctionnement de la résidence du premier ministre. – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la formation en matière d'analyse du renseignement; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
1a	<b>CENTRE CANADIEN D'HYGIÈNE ET DE SÉCURITÉ AU TRAVAIL</b> – Dépenses du programme		586 651
1a	<b>CENTRE DE LA SÉCURITÉ DES TÉLÉCOMMUNICATIONS</b> – Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ses activités, notamment la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		16 721 508
1a	<b>CONSEIL DE LA RADIODIFFUSION ET DES TÉLÉCOMMUNICATIONS CANADIENNES</b> – Dépenses du programme – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci au titre du <i>Règlement de 2010 sur les droits de télécommunication</i> , du <i>Règlement de 1997 sur les droits de licence de radiodiffusion</i> et du <i>Règlement sur les droits relatifs aux télécommunications non sollicitées</i> et dans le cadre de ses autres activités, jusqu'à concurrence des montants approuvés par le Conseil du Trésor		3 164 228
1a	<b>CONSEIL DES ARTS DU CANADA</b> – Paiements au Conseil devant servir aux fins générales prévues à l'article 8 de la <i>Loi sur le Conseil des Arts du Canada</i>		116 500 000
1a	<b>CONSEIL NATIONAL DE RECHERCHES DU CANADA</b> – Dépenses de fonctionnement	980 600	
5a	– Dépenses en capital	21 252 867	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris la fourniture de biens et de services pour l'observatoire international du Télescope de trente mètres	107 000 000	
			129 233 467

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<b>GENDARMERIE ROYALE DU CANADA</b>		
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice, le montant prévu pour chaque subvention pouvant être modifié sous réserve de l’approbation du Conseil du Trésor – Contributions		230 300 000
	<b>INSTITUTS DE RECHERCHE EN SANTÉ DU CANADA</b>		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice		111 040 000
	<b>MINISTÈRE DE L’AGRICULTURE ET DE L’AGROALIMENTAIRE</b>		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les ententes de recherche concertée et les services de recherche; b) les activités de pâturage et de reproduction du Programme de pâturages communautaires; c) l’administration du programme « Agri-stabilité »; d) la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	15 716 473	
5a	– Dépenses en capital	1 073 742	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice – Contributions	259 225 544	
			276 015 759
	<b>MINISTÈRE DE L’EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL</b>		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation d’effectuer des dépenses recouvrables liées à l’application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l’assurance-emploi</i> – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les services visant à aider les provinces à administrer les programmes provinciaux financés aux termes des ententes sur le développement du marché du travail; b) les services de soutien internes fournis en vertu de l’article 29.2 de cette loi; c) tout montant facturé à une société d’État en vertu de l’alinéa 14b) de la <i>Loi sur l’indemnisation des agents de l’État</i> en lien avec les coûts de litige pour les recours par subrogation pour les sociétés d’État;	184 125 967	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE L'EMPLOI ET DU DÉVELOPPEMENT SOCIAL ( <i>suite et fin</i> )		
	d) la portion des coûts de litige découlant des règlements pour les demandes de réclamation auprès de tiers pour les ministères et les organismes faits en vertu de la <i>Loi sur l'indemnisation des agents de l'État</i> . – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	3 215 828 705	
			3 399 954 672
	MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation au ministre de l'Environnement d'engager des experts-conseils dont les commissions peuvent avoir besoin et versement à ceux-ci des traitements déterminés par celles-ci – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de la prestation de services, de la vente de produits d'information, de la perception de droits d'accès ou de l'octroi de baux, de licences ou d'autres autorisations, notamment : a) les services de recherche, les services d'analyse et les services scientifiques; b) les relevés hydrologiques; c) les services de réglementation; d) les services de surveillance, notamment les activités de surveillance des sables bitumineux; e) les droits d'accès à des biens immeubles fédéraux ou à des biens réels fédéraux; f) les permis; g) les services relatifs à des biens immeubles fédéraux ou des biens réels fédéraux, notamment l'octroi de baux de surface à des compagnies pétrolières et gazières et l'octroi de licences autorisant le pâturage. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	30 901 784	
5a	– Dépenses en capital – Autorisation de faire des paiements aux provinces et aux municipalités à titre de contributions aux travaux de construction entrepris par ces administrations – Autorisation de faire des avances recouvrables ne dépassant pas la part des	1 030 269	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<b>MINISTÈRE DE L'ENVIRONNEMENT</b> <i>(suite et fin)</i>		
10a	frais de projets conjoints assumée par des organismes provinciaux et des organismes de l'extérieur, y compris les dépenses faites à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris celles aux pays en développement via le Fonds multilatéral pour l'application du Protocole de Montréal, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens, d'équipement ou de services	62 084 125	
			94 016 178
	<b>MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE</b>		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de services de soutien internes à l'Office de la propriété intellectuelle du Canada; b) les activités liées aux recherches sur les communications au Centre de recherches sur les communications; c) les services et la procédure d'insolvabilité, au titre de la <i>Loi sur la faillite et l'insolvabilité</i> , au Bureau du surintendant des faillites; d) les activités de Corporations Canada au titre de la <i>Loi canadienne sur les sociétés par actions</i> , de la <i>Loi sur les chambres de commerce</i> , de la <i>Loi canadienne sur les coopératives</i> et de la <i>Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif</i> ; e) les services et la procédure réglementaire au Bureau de la concurrence pour les fusions et toute chose s'y rapportant, y compris les avis préalables à une fusion, les certificats de décision préalable et les avis consultatifs au titre de la <i>Loi sur la concurrence</i> . – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	49 581 439	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	991 866 966	
			1 041 448 405
	<b>MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION</b>		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services dans le cadre du programme « Expérience internationale Canada », les recettes perçues au cours de cet exercice qui proviennent de la prestation de ces services – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le		24 500 000

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	MINISTÈRE DE LA CITOYENNETÉ ET DE L'IMMIGRATION ( <i>suite et fin</i> ) Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
	MINISTÈRE DE LA DIVERSIFICATION DE L'ÉCONOMIE DE L'OUEST CANADIEN		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	3 780 000	
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	224 614 000	
			228 394 000
	MINISTÈRE DE LA SANTÉ		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) la prestation de services – ou la vente de produits – se rattachant à la santé, au bien-être et aux activités de réglementation; b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi. – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	154 556 730	
5a	– Dépenses en capital	424 000	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services	835 471 874	
			990 452 604
	MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Dépenses en capital	12 719 168	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p>MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE ET DE LA PROTECTION CIVILE (<i>suite et fin</i>)</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
5a	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice</p> <p>– Contributions</p>	70 000 000	
	<p>MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT</p>		82 719 168
1a	<p>– Dépenses de fonctionnement, y compris celles liées à la nomination de représentants du Canada à l’étranger, à leur personnel et aux Canadiens affectés par le gouvernement canadien au personnel d’organismes internationaux</p> <p>– Autorisation de faire des avances recouvrables à des organismes internationaux jusqu’à concurrence de la valeur des actions détenues au sein de ces organismes</p> <p>– Dépenses relatives aux locaux de l’Organisation de l’aviation civile internationale</p> <p>– Autorisation d’effectuer des dépenses recouvrables pour aider des citoyens et résidents canadiens qui se trouvent en difficulté à l’étranger, y compris leurs personnes à charge, et pour rapatrier ces personnes</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) les foires commerciales et éducatives;</p> <p>b) les publications ministérielles;</p> <p>c) la prestation des services suivants :</p> <p>(i) la formation offerte par l’Institut canadien du service extérieur,</p> <p>(ii) les missions commerciales et autres services de développement du commerce international,</p> <p>(iii) les services de développement des investissements,</p> <p>(iv) les services de télécommunication internationale,</p> <p>(v) les autres services fournis à l’étranger à d’autres ministères, organismes, sociétés d’État et autres organisations non fédérales,</p> <p>(vi) les services consulaires spécialisés.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable</p>	16 432 502	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p style="text-align: center;"><b>MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, DU COMMERCE ET DU DÉVELOPPEMENT</b> <i>(suite et fin)</i></p> <p>annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
5a	– Dépenses en capital	4 000 000	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions, y compris les paiements à d'autres fins précisées et la fourniture de biens et de services pour : a) la promotion du commerce et de l'investissement; b) l'aide humanitaire internationale et l'aide fournie en lien avec la sécurité internationale, le développement international et la paix mondiale.	75 000 000	
			95 432 502
	<p style="text-align: center;"><b>MINISTÈRE DES FEMMES ET DE L'ÉGALITÉ DES GENRES</b></p>		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	12 058 140	
5a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	88 575 100	
			100 633 240
	<p style="text-align: center;"><b>MINISTÈRE DES FINANCES</b></p>		
1a	– Dépenses du programme – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi – Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>	394 442	
L10a	– Aide financière fournie par le ministre des Finances à la Société financière internationale, conformément au paragraphe 8(2) de la <i>Loi sur les accords de Bretton Woods et des accords connexes</i> , sous forme de l'acquisition d'actions n'excédant pas, au total, 175 938 000 \$ US pour l'exercice 2021-2022	1	
			394 443

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<b>MINISTÈRE DES RELATIONS COURONNE-AUTOCHTONES ET DES AFFAIRES DU NORD</b>		
1a	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Dépenses de fonctionnement</li> <li>– Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel</li> <li>– Autorisation d’effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n’appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l’égard de celles-ci</li> <li>– Autorisation d’affecter des fonds dans le cadre d’activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l’approvisionnement en matériaux et en matériel</li> <li>– Autorisation de vendre de l’électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n’ont pas accès aux sources alternatives locales d’approvisionnement</li> <li>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l’article 29.2 de cette loi</li> <li>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d’État sans être à la tête d’un département d’État, d’un traitement n’excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d’État qui sont à la tête d’un département d’État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d’un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l’article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></li> </ul>	866 638 152	
5a	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Dépenses en capital</li> <li>– Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil;</li> <li>b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Relations Couronne-Autochtones.</li> </ul> </li> <li>– Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l’égard de propriétés n’appartenant pas au gouvernement fédéral</li> <li>– Autorisation d’effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes</li> </ul>	1 553 000	
10a	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l’exercice</li> <li>– Contributions</li> </ul>	136 347 028	
25a	– Renonciation, au titre de l’article 24.1 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , à une créance relative à un prêt perpétuel consenti à la Première Nation Stoney Nakoda, due à Sa Majesté du chef du Canada et s’élevant à 515 306 \$	1	
	<b>MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES</b>		1 004 538 181
1a	<ul style="list-style-type: none"> <li>– Dépenses de fonctionnement</li> <li>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d’affecter, au cours de l’exercice, à la compensation des</li> </ul>	22 540 739	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p align="center"><b>MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES (<i>suite et fin</i>)</b></p> <p>dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) la vente de produits d'information et de produits forestiers;</p> <p>b) la délivrance de licences, de permis et de certificats en vertu de la <i>Loi sur les explosifs</i> et du <i>Règlement de 2013 sur les explosifs</i>;</p> <p>c) la formation et les attestations de formation liées à la loi et au règlement visés à l'alinéa b);</p> <p>d) la perception, dans le cadre des activités du ministère, de frais pour des services de recherche, de consultation, d'évaluation, d'analyse et d'administration et pour l'accès à des travaux de recherche;</p> <p>e) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
5a	– Dépenses en capital	700 000	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions	326 935 035	
			350 175 774
	<p align="center"><b>MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES</b></p>		
1a	<p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Dépenses relatives aux ouvrages, bâtiments et matériel</p> <p>– Autorisation d'effectuer des dépenses — recouvrables ou non — relatives aux travaux effectués sur des propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral et aux services fournis à l'égard de celles-ci</p> <p>– Autorisation d'affecter des fonds dans le cadre d'activités favorisant le progrès économique des Indiens et des Inuits, relatives au développement de la capacité des Indiens et des Inuits et à l'approvisionnement en matériaux et en matériel</p> <p>– Autorisation de vendre de l'électricité, conformément aux conditions approuvées par le gouverneur en conseil, aux consommateurs qui sont des particuliers vivant dans des centres éloignés lorsque ces derniers n'ont pas accès aux sources alternatives locales d'approvisionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) la prestation de services ou la vente de produits se rattachant à la protection de la santé et aux services médicaux;</p> <p>b) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux</p>	1 370 648 221	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<b>MINISTÈRE DES SERVICES AUX AUTOCHTONES</b> <i>(suite et fin)</i>		
	ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5a	– Dépenses en capital	31 111 298	
	– Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel dont la gestion, le contrôle et la propriété peuvent être transférés :		
	a) soit aux gouvernements provinciaux, selon les conditions approuvées par le gouverneur en conseil;		
	b) soit à des bandes indiennes ou à des Indiens, à titre collectif ou particulier, à la discrétion du ministre des Services aux Autochtones.		
	– Dépenses relatives aux bâtiments, ouvrages, terrains et matériel engagées à l'égard de propriétés n'appartenant pas au gouvernement fédéral		
	– Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables pour des montants ne dépassant pas la part des frais assumés par les gouvernements provinciaux pour des routes et ouvrages connexes		
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	3 985 198 423	
	– Contributions, sous forme de paiements en argent ou de fourniture de biens ou de services		
			5 386 957 942
	<b>MINISTÈRE DES TRANSPORTS</b>		
1a	– Dépenses de fonctionnement	2 868 901	
	– Autorisation d'engager des dépenses pour des biens autres que fédéraux dans le cadre de l'exercice d'une compétence en matière d'aéronautique		
	– Autorisation de payer des commissions pour le recouvrement de revenus en vertu de la <i>Loi sur l'aéronautique</i>		
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
5a	– Dépenses en capital	375 791	
10a	– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice	373 362 200	
	– Contributions		
			376 606 892
	<b>MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX</b>		
1a	– Dépenses de fonctionnement pour la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux		664 795 630
	– Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<p align="center"><b>MINISTÈRE DES TRAVAUX PUBLICS ET DES SERVICES GOUVERNEMENTAUX (suite et fin)</b></p> <p><i>Régime de pensions du Canada, de la Loi sur l'assurance-emploi et de la Loi sur l'administration des biens saisis</i></p> <p>– Autorisation de dépenser les recettes perçues au cours de l'exercice qui proviennent de la prestation de services de gestion des locaux et de services communs et centraux</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>		
	<b>MINISTÈRE DU PATRIMOINE CANADIEN</b>		
1a	<p>– Dépenses de fonctionnement</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit :</p> <p>a) les activités de l'Institut canadien de conservation, du Réseau canadien d'information sur le patrimoine et du Bureau de certification des produits audiovisuels canadiens;</p> <p>b) les activités afférentes au programme « Expérience de la capitale »;</p> <p>c) la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi.</p> <p>– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i>, aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i></p>	4 892 194	
5a	<p>– Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice</p> <p>– Contributions</p>	349 843 845	
			354 736 039
	<b>REGISTRAIRE DE LA COUR SUPRÊME DU CANADA</b>		
1a	– Dépenses du programme		439 139
	<b>SECRÉTARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR</b>		
1a	<p>– Dépenses du programme</p> <p>– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i>, d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des</p>	18 988 599	

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<b>SECRETARIAT DU CONSEIL DU TRÉSOR (<i>suite et fin</i>)</b>		
	dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi et de ses autres activités		
	– Versement, à chacun des membres du Conseil privé de la Reine pour le Canada qui occupe une charge de ministre sans portefeuille ou qui occupe une charge de ministre d'État sans être à la tête d'un département d'État, d'un traitement n'excédant pas celui versé, au titre de la <i>Loi sur les traitements</i> , aux ministres d'État qui sont à la tête d'un département d'État, payable annuellement ou au prorata pour toute période de moins d'un an et arrondi à la centaine de dollars inférieure en application de l'article 67 de la <i>Loi sur le Parlement du Canada</i>		
10a	Initiatives pangouvernementales	7 000 000	
	– Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice, pour appuyer la mise en œuvre d'initiatives entreprises dans l'administration publique fédérale en matière de gestion stratégique		
25a	Report du budget de fonctionnement	500 000 000	
	– Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget de fonctionnement de l'exercice précédent		
35a	Report du budget des dépenses en capital	100 000 000	
	– Autorisation donnée au Conseil du Trésor d'augmenter tout crédit accordé pour l'exercice en raison du report de tout budget des dépenses en capital de l'exercice précédent		
			625 988 599
	<b>SERVICES PARTAGÉS CANADA</b>		
1a	– Dépenses de fonctionnement	90 882 513	
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice pour la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i> , les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de ces services		
5a	– Dépenses en capital	66 145 833	
	– Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses en capital engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de la prestation de services de technologie de l'information au titre de la <i>Loi sur Services partagés Canada</i>		
			157 028 346
	<b>SOCIÉTÉ CANADIENNE D'HYPOTHÈQUES ET DE LOGEMENT</b>		
1a	– Paiements à la Société visant à la rembourser pour les remises accordées par elle sur les prêts consentis, les subventions et contributions versées, les dépenses contractées, les pertes subies et les frais et débours engagés, selon le cas :		1 799 881 898
	a) au titre de la <i>Loi nationale sur l'habitation</i> ;		
	b) dans le cadre des attributions qui lui sont conférées par toute autre loi fédérale et qu'elle exerce en conformité avec la <i>Loi sur la Société canadienne d'hypothèques et de logement</i> .		

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	SOCIÉTÉ DU CENTRE NATIONAL DES ARTS		
1a	– Paiements à la Société pour les dépenses de fonctionnement		1 365 700
	STATISTIQUE CANADA		
1a	– Dépenses du programme – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses connexes engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent notamment de la prestation de services de soutien internes en vertu de l'article 29.2 de cette loi		39 789 768
	TÉLÉFILM CANADA		
1a	– Paiements à la société devant servir aux fins prévues par la <i>Loi sur Téléfilm Canada</i>		149 000 000
	VIA RAIL CANADA INC.		
1a	– Paiements à la société pour les dépenses liées à sa gestion – Paiements à la société pour les dépenses en capital – Paiements à la société en vue de la prestation d'un service ferroviaire au Canada, conformément aux contrats conclus en vertu du sous-alinéa c)(i) du crédit 52d (Transports) de la <i>Loi no 1 de 1977 portant affectation de crédits</i>		95 000 000
			23 713 568 826

**Postes devant être inclus dans l'annexe 2 proposée au projet de loi de crédits**  
(pour l'exercice se terminant le 31 mars 2023)

N° du crédit	Postes	Montant (\$)	Total (\$)
	<b>AGENCE DES SERVICES FRONTALIERS DU CANADA</b>		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Autorisation, au titre du paragraphe 29.1(2) de la <i>Loi sur la gestion des finances publiques</i> , d'affecter, au cours de l'exercice, à la compensation des dépenses engagées au cours de cet exercice, les recettes perçues au cours de celui-ci qui proviennent de ce qui suit : a) les droits – liés aux activités à la frontière – perçus pour la prestation d'un service, l'utilisation d'une installation, l'achat d'un produit ou l'exercice d'un droit ou d'un privilège; b) les paiements reçus au titre de contrats conclus par l'Agence.	2 667 063	
5a	– Dépenses en capital	5 957 000	
			8 624 063
	<b>AGENCE DU REVENU DU CANADA</b>		
1a	– Dépenses de fonctionnement – Subventions inscrites à tout budget des dépenses pour l'exercice – Contributions – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	248 046 301	
5a	– Dépenses en capital – Autorisation d'effectuer des dépenses recouvrables liées à l'application du <i>Régime de pensions du Canada</i> et de la <i>Loi sur l'assurance-emploi</i>	4 313 497	
			252 359 798
			260 983 861